

Sept	22,33	24,68	88,00	90,00	294,1	264,7
Oct	47,50	52,50	97,00	98,00	104,2	86,7
Nov	47,50	52,50	115,00	120,00	142,1	128,65
Dec	47,50	52,50	140,00	142,00	194,7	170,5

Source²:

Malgré les efforts des membres des Comités créés par le maire de la ville, l'on a assisté à la hausse de prix sur le marché de biens et de change libre. Toutes les deux initiatives se sont révélées inefficaces.

3. INEFFICACITE DES POLITIQUES LOCALES DE FIXING ET DE CONTROLE DE CHANGE.

Les organes créés par le pouvoir local n'ont pas atteint les objectifs qui leur ont été assignés. Leur inefficacité a été due à plusieurs faits parmi lesquels nous pouvons citer :

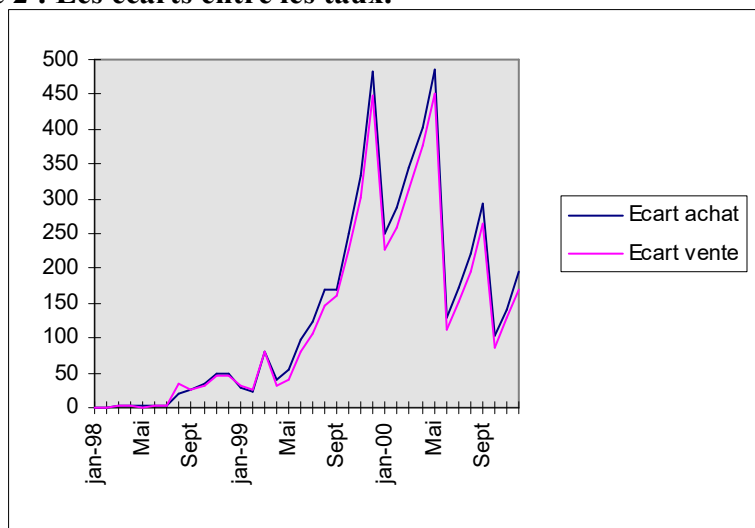
a. Le Fixing du taux à la baisse.

Le taux du Fixing était chaque fois inférieur au taux du marché libre. Il était moins réaliste par rapport au taux du marché libre qui est plus offrant et qui traduit le mieux l'état de l'économie locale.

Au regard de ce tableau, il a existé un écart toujours croissant entre le taux du Fixing et le taux du parallèle.

Appréhendons cette réalité au moyen du graphique ci dessous.

Figure 2 : Les écarts entre les taux.



² Les comités de fixing et d'encadrement de la monnaie ne dispose pas de données de taux de change de fixing. Etant donné que la logique a demeuré la même à Kinshasa comme à Butembo, nous avons utilisé les données relatives à la ville de Kinshasa.

Les écarts en % ont été très significatifs et dépassent plus de 5% du taux du Fixing. Les écarts les plus élevés ont été enregistrés en décembre 1999 et en mai 2000.

Le Fixing à la baisse a entretenue une spirale de hausse du taux de change sur le marché parallèle local.

Illustrons ce phénomène par un graphique très simple communément utilisé pour appréhender l'équilibre du marché.

Figure 3 : L'effet du Fixing à la baisse.

Soit une situation d'équilibre réalisée par un compromis entre l'acheteur et le vendeur au taux d'équilibre T.E correspondant à une quantité d'équilibre QE

Dans le but de lutter contre la dépréciation de la monnaie nationale face au dollar américain, le pouvoir local fixe d'autorité un taux $T' < T.E$.

Examinons maintenant le comportement de l'agent économique qui en découle.

Le fléchissement du taux de change de TE à T' provoque une augmentation de la demande du dollar sur le marché parallèle de OQE à OQ''.

Ayant appris que le taux de change a baissé, les demandeurs du dollar chercheront à en avoir davantage.

Par contre du côté de l'Offre, il sera observé une baisse de OQE à OQ'. En fait, les conditions du marché étant devenues défavorables à leur endroit, les détenteurs du dollar préféreront garder leurs devises chez eux. Ce comportement de l'offreur va engendrer une carence des dollars sur le marché libre de change.

Quelles conséquences pourront elles provenir de cette situation?

Confrontés à la carence du dollar sur le marché suite à la décision du pouvoir local, les opérateurs économiques sont prêts à l'acheter à n'importe quel taux à condition d'en avoir. C'est ainsi qu'il sera enregistré une hausse

du taux qui, au lieu de se stabiliser au niveau T' fixé d'autorité, il passe à T'' , un taux supérieur au taux initial.

Face à cette hausse du taux de change et tenant compte de la faible demande du dollar sur le marché, le taux pourra être fixé à $T''' < T'$. Le même comportement que le précédent se produira et le taux pourra s'élever à T'''' . Le même mécanisme va toujours se produire et le taux ne fera qu'augmenter.

Au regard du graphique, ce marché est divergeant et ne s'établira jamais en équilibre à l'exception de toute intervention financière du pouvoir local.

b. Le manque de mesure de suivi.

Dans sa manière de travailler les Comités créés n'édiciaient jamais de mesures qui garantiraient la stabilité du taux de change. C'est ainsi que le taux « officiel » (du Fixing) était en vigueur sur le marché libre pendant quelques jours et s'en voler par la suite.

c. L'irresponsabilité du pouvoir local.

Bien que les Comités de fixing et d'encadrement de la monnaie étaient une émanation du pouvoir local, il était curieux de constater que les services de l'Etat se référaient au taux du marché libre. En effet, les agents économiques ont été obligés de payer les services administratifs et les impôts au taux interdit par les deux Comités.

d. La ruse des agents du Comité d'encadrement de la monnaie.

Les personnes désignées pour effectuer le contrôle de prix sur le marché de biens et de change ont fait de leur métier une source illicite de revenus. En effet, les opérateurs économiques qui n'affichaient pas les prix de marchandises en monnaie nationale et ce de manière conforme au taux du Fixing étaient frappés d'amendes. Les « encadreurs » de la monnaie en ont profiter pour extorquer de l'argent ou des biens des opérateurs économiques. Ce comité d'encadrement de la monnaie a suscité des contestations dans le chef des hommes d'affaires à tel enseigne qu'il a été supprimé par le maire de ville.

IV. CRITIQUES ET REMEDES

1 CRITIQUES

Les stratégies utilisées pour stabiliser et fixer les taux de change n'avaient pas de fondements économiques solides.

Une monnaie stable est celle dont le pouvoir d'achat ne change pas au fil du temps en terme des autres monnaie et des biens et services. Une monnaie stable assure la solidité ainsi que le croissance du système financier du pays (Pagni, L., cité par Kasereka Vagheni, 1998 - 1999).

La valeur de la monnaie dépend de plusieurs facteurs dont le plus important est la production réelle du pays. C'est de bon droit que PAGNIL

affirme « La puissance d'une monnaie est la contre partie d'une production réelle. » La production réelle du pays détermine sa capacité exportatrice. Cette dernière est d'une des composantes qui influencent la valeur externe de la monnaie, c'est à dire le taux de change.

Le prix d'un bien n'est jamais une donnée aléatoire. Toute chose restant égale par ailleurs, il est issu de l'équilibre entre l'offre et la demande. Il en est de même du taux de change sur le marché libre.

Fixer le taux de change sans connaître l'offre et la demande des devises sur le marché parallèle de change est une utopie.

La stabilité du taux de change suppose qu'il faudrait maintenir la stable au hausser la valeur de la monnaie nationale. L'affichage des prix en F.C n'est pas indiqué pour stabiliser le prix sur le marché de biens et de change. Il serait utile pour le pouvoir de stimuler la production intérieure de biens et services.

En créant de toutes pièces les Comités de Fixing et d'Encadrement de la monnaie, les autorités locales se sont lavées les mains à l'instar de Pilate devant Jésus-Christ. Elles ont fait croire au public qu'elles luttaienent contre la rébellion du taux de change sur le marché noir alors qu'elles ne se pliaient même pas aux décisions du Fixing.

2. REMEDES

Sans être exhaustif, nous pensons que l'efficacité du Fixing et du Contrôle de change dépendrait de :

a. La réduction des écarts entre le taux du Fixing et du parallèle

A partir du Graphique N°2, il a été constaté que la révision du taux de change à la baisse provoque la hausse du cours de change du dollar.

Pour assurer la stabilité du marché libre de change, le pouvoir local a deux possibilités : soit opérer une intervention financière sur le marché, soit aligner le taux du fixing au taux parallèle.

Tenant compte de la situation actuelle, la seconde option serait la meilleure pour le pouvoir local. Elle permettrait au Fixing de tenir compte de forces du marché parallèle.

b; La mise sur pied se mesure de stabilisation du taux de change

Ces mesures s'identifieraient à une réglementation des changes sur le marché noir. Cette réglementation pourrait énumérer les dispositions de change qui seraient en vigueur sur le marché parallèle de change.

c. l'ouverture des marchés officiels de change.

Les marchés officiels de change pourront fonctionner dans les banques locales en pleine activité. Ils constitueraient un contre poids au marché parallèle de change. La vente et l'achat de dollars par les institutions financières amèneraient les agents économiques à placer leur confiance dans la politique locale de lutte contre l'inflation du taux de change.

Les marchés officiels de change seraient dotés d'un fonds de réserve de change qui permettrait de soutenir la parité de la monnaie nationale sur le marché libre et d'assurer par voie des conséquences la confiance des agents économiques dans le Franc Congolais.

d. Le contrôle strict de la masse monétaire en circulation.

Les personnels de l'Agence Congolaise de Renseignements devraient chaque fois identifier et dénoncer toute injection frauduleuse de billets de banque dans l'économie locale.

L'obligation de l'intermédiation bancaire en matière de commerce extérieur.

Le pouvoir local pourrait obliger les opérateurs économiques à recourir aux banques pour réaliser les importations et les exportations des biens et services.

Ces propositions peuvent s'appliquer en dehors d'un système bancaire bien organisé.

Au regard des activités actuelles de quelques banques locales, ces dernières serviraient de support matériel au marché de change officiel qu'elles pourront régir conformément aux dispositions de change en vigueur sur le marché libre. La confiance que les agents économiques, pourront accorder aux marchés officiels de change permettrait d'atténuer les poussées inflationnelles du taux de change en ville de Butembo.

CONCLUSION

La stabilisation du taux de change est l'un des objectifs de la politique monétaire. La problématique a consisté à apprécier l'efficacité des méthodes de fixation et de contrôle de change en dehors de tous système bancaire chapeauté par la Banque Centrale. Il a été aussi nécessaire d'identifier les facteurs qui influent le taux de change sur le marché libre de change et d'appréhender le comportement des agents économiques face aux politiques locales de fixing et de contrôle de change.

Au cours des investigations, il s'est révélé que les méthodes locales de fixing et de contrôle de change ont été inefficace. En fait, le taux de change au marché libre par les comités de fixing et d'encadrement de la monnaie. Cette inefficacité est due à plusieurs facteurs parmi lesquels le fixing à la baisse, le manque de mesure de suivi, ... La spéculation, les décisions des organes du mouvement rebelle, le refus de petites coupures, ... entraînent la hausse de change en ville.

Les politiques locales de fixing et d'encadrement de la monnaie n'ont pas inspiré confiance aux agents économiques au regard des résultats obtenus. Elles ont été créé des mésententes entre le pouvoir local et les usagers de la monnaie.

Pour clore cet exercice, quelques suggestions ont été émises afin de rendre les politiques locales de fixing et d'encadrement de la monnaie plus efficaces.

Références bibliographiques.

- 1) André Fourcans, La politique de la monnaie, coll. Monnaie et finance, éd. Economica, 1976
- 2) Samuelson, A., *Economie monétaire internationale*, éd. Dalloz, Paris 1986.
- 3) Guitton, H., *La monnaie*, éd. Dalloz, 6^{ème} édition, Paris 1987.
- 4) Pascal Boniface, *Atlas des relations internationales*, Hâtier Paris, 1997
- 5) Michelle de Mourgues ; *La monnaie*, éd. Economica, Paris 1987
- 6) Frédéric Kabuya et M. Ponyo, L'espace monétaire Kasaien. Crise de légitimité et de souveraineté en période d'hyper-inflation au Congo (1993-1997), éd. L'Harmattan, Paris 1999
- 7) Kikassa Mwanalesa, « Evolution de la monnaie Zaïroise de 1960 à 1986 : une expérience de libéralisation graduelle et de flottement », in *Zaire-Afrique*, n° 216, Août 1987.
- 8) Lukasa dis Bondo, «Les conditions minimales de redressement de l'économie zaïroise » in *Zaire-Afrique*, n° 270, Décembre 1992.
- 9) Kalonji Ntalanja, « Le dilemme de l'argent facile » in Notes de conjoncture, n° 20, 1995.

Annexe : Taux de change du dollar de 1997 – 2002

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
J	85.000 NZ	125.000 NZ	380.000 NZ	75 FC	80 FC	250 FC
F	75.000 NZ	130.000 NZ	360.000 NZ	75 FC	90 FC	250 FC
M	80.000 NZ	140.000 NZ	375.000 NZ	80 FC	117 FC	260 FC
A	90.000 NZ	150.000 NZ	380.000 NZ	80 FC	150 FC	260 FC
M	100.000 NZ	150.000 NZ	380.000 NZ	75 FC	150 FC	260 FC
J	120.000 NZ	150.000 NZ	400.000 NZ	85 FC	170 FC	250 FC
J	110.000 NZ	150.000 NZ	450.000 NZ	85 FC	240 FC	260 FC
A	120.000 NZ	180.000 NZ	550.000 NZ	90 FC	230 FC	280 FC
S	120.000 NZ	200.000 NZ	750.000 NZ	85 FC	250 FC	300 FC
O	120.000 NZ	300.000 NZ	-	80 FC	250 FC	320 FC
N	125.000 NZ	320.000 NZ	-	85 FC	250 FC	400
D	120.000 NZ	320.000 NZ	-	75 FC	240 FC	

Source : Marché noir à chaque fin du mois (Billet à la vente)

- Données non disponibles.

DYNAMIQUE ASSOCIATIVE ET MANAGEMENT DU DEVELOPPEMENT LOCAL.

J.L. Kambale NZWEVE (*)

Problématique.

Tandis qu'aujourd'hui, la renaissance d'une économie sociale, en réaction au déclin de l'Etat – providence, se confirme au Nord ; son émergence, au Sud, dans le sillage de l'économie informelle, fonde les espoirs de résistance et d'innovation des peuples aux défis de la mondialisation. Mais qu'est-ce que l'économie sociale ?

Par déla cette politique économique mixte, de compromis entre capitalisme et socialisme, cher aux allemands, appelée pour les besoins de la cause « économie sociale du marché » entérinant l'intervention sociale des pouvoirs publics (Mwanalessa,), l'économie sociale, en tant que secteur en marge des secteurs public et privé, a pris, depuis peu, un sens particulier. Son originalité, c'est la production, par des particuliers, des biens et services collectifs traditionnellement dévolue aux pouvoirs publics (cfr. J. Defourny, et al., 1999, p. 38); mais aussi la revendication de la gratuité – réciprocité comme l'un des principes fondateurs des rapports économiques au même titre que le marché et la rétribution. (Guigue, 2000, P.). Les associations qui l'animent se veulent, comme l'ont fait remarquer Laflamme et ses collaborateurs, les défenseurs et les hérauts des valeurs de civilisation menacées dans la société moderne où l'augmentation substantielle de la possibilité d'intervention de la puissance publique et de l'entreprise capitaliste a paradoxalement coïncidé avec leur incapacité grandissante de prendre en charge certains besoins des individus et des communautés. Ces valeurs qui, selon Français Jacques, sont principalement l'autonomie individuelle et collective, la justice et la solidarité (Cfr. Laflamme, M. (dir) , 1982, , pp. 9 – 11) ont forgé, malgré leur mobilité toujours possible, l'identité des institutions du 3^{ème} secteur, dit social, dont les principales composantes sont les entreprises de type coopératif, les sociétés de type mutualiste, et les organisations associatives (J. Defourny et P. Develtere, 1999, p. 34-35).

Malgré la diversité de pratiques à travers le monde, ces composantes sont organisées sur base de principes consécutifs aux valeurs défendues : La finalité de service aux membres ou à la collective plutôt que de profit, l'autonomie de gestion, le processus de gestion démocratique, la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus (Defourny et Develtere, 1999 p. 38).

L'intérêt et la satisfaction actuels de ces associations dans l'aujourd'hui ne doit pas offusquer leur origine remontant dans la nuit de temps,

• Centre des Recherches interdisciplinaires du Graben, Université Catholique du Graben, B.P. 29 Butembo, RDC. crigucg@yahoo.fr

l'expérience étant en outre largement partagée par diverses civilisations (Desroches, H., 1976, p.). Avant sa systématisation par le biais du coopératisme, dans la fièvre de la question sociale du 19^{ème} siècle européen et sa perpétuation par l'Alliance Coopérative Internationale, la philosophie associative aura été colportée par diverses idéologies, socialisme, christianisme social, même certains courants libéraux (Defourny, Develtere, p. 1999).

La traduction en actions concrètes de ce vœu millénaire fait d'ailleurs partie de l'histoire glorieuse de la construction des économies et des communautés modernes : kolkhoze soviétique, kibboutz israélien, zandrouga yougoslave, mais aussi village ujamaa. On comprend alors pourquoi l'expérience associative séduit tant les praticiens du développement économique, d'aucuns la posent volontiers comme un instrument privilégié du développement communautaire. À ce propos, un fanatique s'est exclamé lors qu'un colloque scientifique : « la coopérative, la méthode la plus mobilisatrice des potentialités et le procédé le plus dynamisant de gestion des ressources agro-écologiques et socio-économiques ». (Kassongo, K., S., 1989, p. 51).

Effectivement, le mouvement associatif a été vanté, encouragé ou initié de par le monde, en Afrique et pour ce qui nous concerne en Afrique centrale, au point que c'est le cas de se demander aujourd'hui, dans ce foisonnement d'expériences, comment se déploie cet outil présumé du développement et surtout dans quelle mesure cette association opère en tant qu'outil d'appropriation du destin communautaire, en d'autres termes comment à travers elle se réalise, dans le chef des acteurs sociaux, une maturation dans le management du développement local.

En fait, depuis la crise sociale et culturelle, et la dépression économique de la fin des années 1960 dans les sociétés européennes, étendue par la suite au Sud en plus grande amplitude, la responsabilité des communautés s'est trouvée magnifiée dans la prise en charge de leur développement (Cfr. Rezsohazy, R., 1985 p. 181) Il se dégage alors l'enjeu de taille de la vulgarisation des principes de management.

Cette nouvelle dynamique valorise un tant soit peu une vieille hypothèse de cette science et praxis, la fameuse théorie Y de Douglass Mc. Gregor, qui vante une présence en une fréquence insoupçonnée d'un sens et des qualités managériales dans le chef des individus du commun () Par suite, il a déjà été reconnu la latitude d'une appropriation par des groupes et des communautés, aux prises avec les contraintes environnementales à leur épanouissement, des attitudes et des techniques du management.

Ces techniques, sans laquelle on ne peut comprendre l'histoire de la civilisation industrielle du 20^{ème} siècle ont été merveilleusement décrit par John Maynard dans un processus en trois phase : l'établissement des

objectifs, la direction de la poursuite des objectifs et la mesure des résultats, mieux détaillés encore dans un cycle en 11 éléments : recueillir de l'information, synthétiser l'information, planifier, décider, organiser, communiquer, motiver, diriger-guider ou conseiller, mesurer-évaluer-et contrôler, développer le personnel, promouvoir l'innovation (J. Maynards, 1960, p.).

Corroborant la thèse Mc grégorienne, cette praxis managériale a été capitalisée, il y a peu, par la théorie du développement communautaire. Celui-ci est défini comme « un effort délibéré identique à un processus, un programme ou un mouvement par lequel une communauté 1) acquiert une plus grande confiance en elle-même, 2) manifeste plus d'objectivité et de lucidité face à son vécu 3) accroît son sens de l'autonomie et 4) développe sa capacité à résoudre ses problèmes ». (Laflamme, M., 1982, p. 202) . Contrairement à l'idéologie dominante, fondée sur l'accumulation du capital (cfr. Rostov, W.W., 1960, p. 19), cette approche pose le *self reliance* comme une condition essentielle à un développement authentique. Marcel Laflamme présente son processus cyclique en six étapes, lesquelles, à quelques exceptions près, sont la duplication du processus managérial dans ce domaine précis de la promotion des communautés : 1) La reconnaissance du besoin de changer, 2) la constitution d'un noyau et animation, 3) le diagnostic des problèmes communautaires, 4) Recommandations et planification de l'action , 5) la mise en application et 6) l'évaluation des résultats et suivi. (Laflamme, M., 1982, pp. 207-212).

C'est cette même optique de management participatif que le professeur Rudolf Rezsöhazi présente comme une méthode en trois cycles : « participer, programmer, innover » en l'appelant développement des communautés. C'est à raison de son lien à la longue tradition managériale que nous nommons *management du développement* ce processus d'appropriation des outils de gestion des destins communautaires aujourd'hui à la portée et en action dans les mouvements associatifs que nous explorons dans la région de Butembo..

Méthodologie.

Le management du développement local présenté en ces termes réfère alors à un ensemble d'expériences et des pratiques vécues de façon privilégiée par les promoteurs et acteurs du secteur social. Son appréhension a pu donc s'accommoder d'un entretien, en référence aux suggestions de Anne Blanchet, dans son répertoire des faits intéressés par cette technique de recherche : actions passées, représentations sociales et organisation psychique. (Cfr. Blanchet, p.). Du reste, la dynamique associative dans le Beni et Lubero n'a pas encore été l'objet d'études systématiques d'autant plus qu'il semble enfouies dans le secteur informel en vogue dans le Tiers-

Monde à la suite à la crise des années 1970 mais dont les outils d'analyse s'élaborent encore au point qu'une approche qualitative dont « la principale caractéristique est de privilégier le point de vue des acteurs sociaux dans l'appréhension des réalités sociales » (Mayer, R. et al., 2000, p. 159) s'en est trouvée justifiée.

C'est en cette fin qu'un entretien semi-directif, dont le guide est repris en annexe, a été mené avec des groupes focus en prenant soin d'y inclure toutes les composantes de l'association rencontrée : dirigeants et membres. Ces participants à l'enquête ont été rencontrés aux bureaux des associations dans leur milieu de vie entre juillet et octobre 2003, à Butembo et dans les hautes terres du territoire de Lubero, cette entité administrative de la province du Nord-Kivu en RDC. Et les réponses obtenues ont fait l'objet d'une analyse suivant les unités de sens qui émergent de la méthode de Rudolf Rezsöházy qui sont :

- Les liens communs des membres ;
- La motivation des membres à participer à l'action communautaire ;
- La mobilisation des ressources ;
- Le leadership ;
- Les objectifs poursuivis ;
- La procédure de choix de projets ;
- Les structures mises en place ;
- Le défi communautaire ;
- Les innovations ;
- Les capacités développées ou renforcées.

Ce faisant, toutes les entités du secteur social dans ce cadre spatial, c'est-à-dire toutes les associations dont l'objectif est la production des biens et services pour le bénéfice de ses membres ou de la communauté, forment l'univers de recherche.

Cet espace, d'environ 1,5 millions d'habitants, dans le Nord de la province du Nord-Kivu en RDC se trouvent en cheval sur l'équateur et accusent une certaine similitude physique de relief montagneux, de fossé tectonique. L'unicité sociologique est caractérisé par l'homogénéité tribale, le groupe unique étant celui des Banande, mais aussi une polarité économique et culturelle de la ville de Butembo sur l'hinterland rural. L'enquête a précisément eu lieu dans les villages suivants, en sus de la ville de Butembo : Muhangi, Musienene, Luotu, Masereka, Mulo-Lubero, Kitsombiro, Kirumba, Kipese.

Dans l'ensemble de ce territoire, il s'avère que le mouvement associatif répond à la configuration ci-après :

- les tontines ;
- Les cellules de Caritas, de CEV, d'action femme et famille ;
- Les initiatives locales de développement ;

- Les mutuelles ;
- Les syndicats ;
- Les coopératives primaires ;
- Les organisations d'appui dont les ONG et les coopératives secondaires ;
- Les réseaux.

Inscrite dans une approche qualitative, la taille de l'échantillon a été déterminée in situ suivant le principe de la saturation à laquelle nous avons été confrontée à l'issue de :

- 20 tontines ;
- 8 cellules de CEV, Caritas et AFF ;
- 4 mutuelles ;
- 4 syndicats ;
- 5 coopératives primaires ;
- 5 ILD
- 8 organisations d'appui ;
- 3 réseaux.

Pour la discussion des résultats issus de cette enquête relatifs au management du développement en tant d'action communautaire, nous utilisons la thèse de Michel Todaro selon laquelle le développement repose sur trois valeurs : le support de la vie, l'estime de soi et l'affranchissement de toute forme de servitude, ce qui rencontre le point de vue de Louise White et Coralie Bryant pour qui le développement est un effort d'accroissement de la capacité des peuples à influencer leur devenir, leur avenir, leur futur. (cfr. Mushi Mugumu, 1996, p.)

Résultats..

Les résultats de l'enquête sont présentés ici dans une démarche clinique, c'est-à-dire au cas par cas, mais en s'arrêtant aux aspects identiques arrêtés ci-haut qui restituent un tant soit peu la praxis managériale du mouvement associatif en territoires de Lubero, par delà la diversité et la singularité des formes et d'expériences.

1) Les tontines.

Il a existé, dans un passé récent, des formes diverses de solidarité dans la procès de production : pêche, chasse, culture. Une des vestiges de ces formes se rencontre encore dans le milieu rural quand de jeunes gens s'organisent à cultiver leurs champs respectifs à tout de rôle.

Cette dernière forme d'association, hélas à forte déperdition, correspond aussi à la conception de la tontine au sens général. Mais la forme de la tontine qui a retenu l'attention de l'enquête est celle qui répond à la définition de Shirley Ardener pour qui la tontine est « une association composée d'un groupe de participants versant des contributions régulières

dans un fond totalement ou partiellement reversé tout à tour à chaque contributeur » (cité par S. Rutherford, 2002, p. 54)

Il s'avère difficile de dater l'apparition de cette forme d'épargne et crédit rotatif très répandue dans les milieux professionnels (petits commerce de bananes, de cossettes de maniocs, de chaussures usagées, de bière, de pagnes, de poissons, etc. ; petits employés : enseignants, infirmiers, vendeurs), alors que la monétarisation de l'économie régionale est historiquement datée. Cependant, le mouvement semble proliférer au niveau des quartiers, des agglomérations semi-urbaines et plus généralement dans le milieu professionnel à partir de la décennie 1980.

Les tontines d'épargne et crédit en région de Butembo recrutent des membres qui répondent à certaines caractéristiques communes : jeunes filles nubiles, femmes, hommes, vendeurs d'un même article, d'un même stand. Cette typologie n'est pas cependant exclusive. En effet, certaines tontines regroupent des membres exerçant des métiers différents. Ces membres y adhèrent pour pouvoir mobiliser une épargne suffisante pour l'investissement en fond de roulement ou en immobilisation mais aussi pour faire face à certaines dépenses sociales comme les frais scolaires, les soins de santé auxquels il est autant difficile de faire face que les revenus professionnels sont modiques, que les épargnes individuelles sont l'objet d'une forte pression sociale et que l'accès au crédit formel est hypothétique. C'est dire que les ressources de la tontine ne proviennent que de l'apport exclusif des membres, mobilisés par un trésorier choisi pour le crédit qu'il inspire.

Ces membres accusent une claire vision de leur objectif : l'accumulation du capital, correspondant ainsi à une nette demande sociale : le crédit à la consommation et à l'investissement, parce que les fonds ainsi mobilisés sont utilisés à financer des frais de minerval, à payer des vêtements, à reconstituer un stock de marchandises. Pour ce, la procédure de choix des projets est la plus élémentaire possible découlant de la spontanéité des besoins ressentis. Cela est d'autant possible que la tontine constitue une structure très simple où au sommet un trésorier veille à la régularité de 3 à 11 associés dans la libération de leur épargne. Le contrôle des membres est ainsi directe parce que le retard d'un seul membre à libérer son fond a pour conséquence d'ajourner le cycle, pénalisant ainsi le bénéficiaire du jour qui s'en enquiert automatiquement auprès du chef et des membres.

Ces associations rotative d'épargne et crédit dans les milieux professionnels parviennent à réaliser un flux monétaire de 5 \$ à 500 \$ dans un intervalle variant entre la semaine et le mois. La principale innovation qui transcende ce défi qu'est l'accès des membres aux institutions formelles de microfinance s'avère l'invention, sur base des sociabilités traditionnelles qu'est le voisinage, d'un système plus souple, discrète et sans formalisme. La

conséquence directe sur un participant à la tontine est l'augmentation d'un sens de discipline dans le respect de normes sans contraintes outrées.

3) Les communautés ecclésiales vivantes, les cellules de Caritas, et l'Action Femme et Famille.

Le Caritas est une ONG internationale d'obédience catholique romaine qui se réclame héritière de la vie charismatique de Saint Vincent de Paul. Il a commencé à opérer dans la région de Beni et Lubero l'année 1984 par la distribution sous forme d'aide aux nécessiteux (malades, enseignants, ...) du lait en poudre. Mais cette initiative louable a tourné court parce que le produit n'a pas rencontré les goûts des consommateurs, accusé d'être extrait d'un arbre et non des vaches, mais aussi parce que l'aide a été interrompue. Quelques temps après, une initiative locale d'entraide et d'autoprise en charge des nécessiteux au niveau de chaque *baraza*, la plus petite circonscription administrative de l'église locale, à l'échelle du village ou de la cellule urbaine. Les initiateurs n'ont pas trouvé mieux de rebaptiser cette nouvelle organisation « Caritas » à l'instar de la première superstructure mondiale. Par ailleurs, il existe au sein de chaque *baraza* deux organes qui sont orientés vers la solution des problèmes de développement et d'assistance sociale aux vulnérables : Le comité de développement et la Réhabilitation sur Base communautaire. La cellule Femme et Famille, une sorte de caisse mutuelle de secours géré par les femmes vient d'être récemment branché à cette ancienne trilogie.

Les CEV quant à elles sont les résultats d'une nouvelle approche pastorale de l'Eglise romaine en Afrique pendant la décennie qui a suivi le Concile Vatican II avec pour objectif d'organiser la vie chrétienne dans des structures de base à taille humaine, lieu privilégié de partage de l'évangile, de solidarités vraies et de développement intégral (Cfr J.M. Ela et R. Luneau, 1988, p. 162). Mais la structuration de ces communautés de base à l'échelle la plus basse de l'église de Beni-Butembo, dont fait partie la zone de Lubero, objet de notre étude, n'a pris racine que pendant les années 2000.

Il apparaît que Les membres de cette organisation partagent la même foi chrétienne et vivent dans le même village ou cellule. Un chrétien séparé (appartenant à une église indépendante) peut y adhérer, mais exclu des fonctions dirigeants : la conduite du partage de l'évangile.

Pour le Caritas, le nouveau membre est astreint au droit d'adhésion et est tenu à libérer une cotisation annuelle. Mais pour le CEV, les cotisations, non obligatoires, sont réunies sous forme d'offrandes nominatives à chaque rencontre hebdomadaire. Pour la cellule FF, les femmes ou les ménages sont tenues à libérer obligatoirement une cotisation mensuelle. Les membres donnent l'impression de participer à l'organisme par un élan de communion fraternelle qui sous-tend l'appartenance à un même culte et au même espace vital : solidarité en cas de décès, de maladie, ... Le membre est rassuré de

l'assistance spontanée dont il a tant besoin. Ainsi, tous les moyens financiers sont la contribution des membres qui peuvent s'adonner à des petits travaux d'entraide mais payés à un prix inférieur à celui du marché. En cas de sinistre, les autres CEV voisines compatissent par de petits apports.

L'objectif qui ressort de telles actions organisées par les CEV et Caritas est l'entraide mutuelle ainsi que la prise en charge communautaire des plus démunis, focalisée sur une demande sociale nette : l'assurance – funérailles, maladie et évidemment le besoin d'appartenance des individus. Pour cela, l'expression spontanée des besoins ainsi que l'imitation des exemples constructifs préside au choix des projets dans une structure souple d'un comité à la tête d'une assemblée de membres variant entre 20 à 40 ménages pour le CEV et 50 à 200 ménages pour le Caritas. Cette structure est donc intégrée au sein de l'église locale qui contrôle les activités.

L'innovation spectaculaire à l'actif de CEV est l'organisation pour les ménages pauvres d'une assurance funérailles par la constitution d'une cantine de planches pour le cercueil et d'autres matériels d'usage aux veillées funèbres (lampe, ustensiles de cuisine) et d'une caisse mutuelle des premières interventions au deuil et de secours ponctuel au malade. Chaque membre régulier est ainsi rassuré de bénéficier d'un cercueil au cas où un membre de sa famille venait à mourir et faire face aux premières dépenses relatives à un tel événement qui sont un véritable aubaine pour les ménages pauvres.

Leur succès fait contagion parce que désormais dans le milieu urbain comme à Butembo, les pouvoirs publics communaux et les autorités ecclésiastiques recourent au savoir-faire des groupes de CEV – Caritas pour le lancement et la gestion des grands projets publics comme l'acquisition de nouveaux terrains de cimetières, le corbillard.

3) Initiatives locales de développement.

Ce concept, inventé par le pouvoir public colonial pour désigner les projets organisés en faveur et avec la participation des populations rurales (vulgarisation, migration) traduit mal le sens qu'il laisse supposer parce que ni l'intention ni le management de l'action ne relevait des populations concernées. Raison évidente pour laquelle nous désignons par cette expression d'ILD « les associations informelles par lesquelles des communautés de base au niveau des villages ou des quartiers s'organisent pour manager des projets d'intérêt public comme un dispensaire, une école, une route, une source, un moulin, ... », en défaveur du terme couramment utilisés pour les désigner de « comité de développement » qui n'est en réalité que l'organe dirigeant de ces associations. En effet, ce mouvement s'est répandu spontanément comme un feu de brousse dans la région de Lubero dès la décennie 1970 avant de recevoir une impulsion décisive par la naissance du réseau Tuungane autour de l'ILD pionnière, « Article 15 » de la Paroisse de Lukanga animée par le père Giovanni.

L'ILD est constituée de membres d'un quartier (cellule) ou d'un village (ou quelques hameaux) motivés par la réalisation du projet dont tous sont bénéficiaires. Pour cela, ils apportent leurs contributions financières mais le plus souvent matérielles en termes de prestations de service. Les maçons, charpentiers et autres artisans sont généralement recrutés dans la communauté et rémunérés par les contributions matérielles. C'est plus tard qu'un système de solidarité pour le Projet Moulin a été mise en place par le Réseau Tuungane, en partenariat avec Miseraor. C'est un crédit rotatif par lequel une ILD bénéficiant d'un moulin hydraulique est tenue à restituer les 10 % au réseau, montant qui permettra à assister un autre groupement par cette infrastructure. De même, l'avènement de la « Santé communautaire », ce management des soins de santé primaire avec la participation des bénéficiaires dans la gestion des postes, centres de santé, aire et zone de santé, comme option stratégique au niveau national (cfr. Dr Malikuisha, 2002, pp.) a constitué un ballon d'oxygène aux initiatives d'érection des dispensaires communautaires. Dans certains cas, suivant le contexte social du milieu, certains groupes d'intérêt comme l'Eglise protestante ou catholique ont pris en main le leadership de ces actions mais le plus souvent, c'est de la concertation qu'émerge les idées forces et les personnes qui président à l'action de développement dans un organe dit « comité de santé ».

Sans spéculer sur le contenu ambigu de développement, les communautés de base savent bien leurs objectifs exprimés par le terme « maendeleo » qui signifie littéralement « la marche de l'avant » : la mise en place et la gestion des infrastructures d'intérêt commun dont la carence, à leur avis, entrave la progression de la communauté. Sans en préciser la finalité, les membres sont pourtant conscients que l'instruction, l'hygiène publique, les soins de santé, la route, le moulin (à céréales) sont des atouts pour leur épanouissement. Cette pleine conscience explique la spontanéité avec laquelle les projets sont adoptés ainsi que la réceptivité aux projets voisins ou proposés par des animateurs divers (église, ONG, ...). Partis souvent d'un objectif, les ILD qui ont évolué sont parvenus à intégrer tous les projets du genre dans un même comité de développement qui coordonne des projets spécifiques avec comme résultante une structure élémentaire enrichie qui conquiert trois niveaux de management : l'assemblée de membres, le comité de développement, les comités spécialisés : comité de parents d'élèves, comité de santé, comité source, comité source.

Le management ici est caractérisé par la concertation villageoise mais qui intègre de plus en plus un système de leadership et de contrôle systématique emprunté au modèle formalisé avec le concours des membres lettrés préposés souvent aux postes de secrétariat.

Cette substitution des communautés à l'Etat par un processus de privatisation autonome des services publics constitue donc une innovation

spectaculaire des ILD devant l'instauration dans la durée de l'Etat anémique. Il se développe alors dans le chef de la population une plus grande sensibilité aux problèmes d'analphabétisme, d'hygiène, ... et une aptitude à la gestion communautaire de ces institutions publiques. Certains ILD ont même initié des coopératives de consommation, comme à Lukanga où une cantine, et une banque de vivres a été mise en place, à Mulo à une coopérative informelle de construction est opérationnelle par l'exploitation d'une carrière commune et la dotation rotation des ménages en pierres de fondation.

4) Les Mutuelles

Les premières mutuelles de la région de Beni et Lubero sont nées en milieu professionnel urbain ou semi-urbain au cours de la fin des années 1960 et plus encore au cours des années 1970 où des enseignants, des infirmiers, etc. s'organisaient pour consolider leurs liens de travail, revendiquer leur droit ou se positionner sur l'échiquier politique. Pour ce faire, ils constituaient une caisse commune, organisaient des cantines et des manifestations culturelles (fête), des cercles de réflexion. D'autres corporations professionnelles comme celle des chauffeurs et transporteurs ont exploré et enrichi cette forme de solidarité. La dernière née au cours de la décennie 1980 est la mutuelle des ressortissants de village donné qui continue à s'étendre depuis les années 1990. La mutuelle est la forme qui est en faite en forte progression, exploitant de fond en comble toutes les sociabilités possibles : mutuelle des femmes des travailleurs de telle entreprise, mutuelle des habitants d'un quartier, mutuel des vendeurs de tel article, etc. Une tentative des mutuelles spécialisées est en cours comme c'est le cas de la CASMA et la MUSABU, qui sont des projets de mutuelle de santé en ville de Butembo.

C'est ainsi la caractéristique des membres réunies dans cette dénomination expresse s'avère être l'exercice d'un métier commun, le voisinage, la foi ou encore l'origine villageoise. Se mêlent donc une poussée identitaire et un service virtuel à recevoir du groupe lors des sinistres (assistance affective et matérielle) et une stratégie politique. La participation au groupe est matérialisée aussi par les cotisations monétaires qui sont la seule source financière. Certaines activités ont inventé des activités d'autofinancement comme l'exploitation d'un service de photocopie de la Mutualité Familiale des ressortissants de Muhangi à Butembo et environ, un dépôt de vivres de l'Association des Transporteurs du Congo, etc. Dans ces conditions, on recourt à une main d'œuvre pour la gestion d'une telle activité. Mais aussi, de telles initiatives dépendent le plus souvent du choix stratégique des dirigeants qui acquièrent le leadership par concertation ou consensus.

L'objectif explicite qui émerge des mutualités s'avère être l'assurance-solidarité en vue de répondre à cette demande sociale qu'est le besoin

d'intégration sociale et l'assurance-risque. Pour de tels besoins inférieurs, la seule spontanéité suffit pour cibler les préoccupations des membres. Mais certaines mutuelles ébauchent déjà une culture de la planification rationnelle notamment dans les mutuelles apparentées aux corporations professionnelles en milieu urbain. C'est ainsi que la mutuelle de chauffeurs citée ci-haut est allé jusqu'à opter pour un projet de cantonade de route de desserte agricole pour minimiser les pannes et a réussi à créer des parking urbains là où l'Etat démissionnait. Une telle multiplication de besoins explique, pour les grandes mutuelles, une structure étoffée à quatre niveaux hiérarchiques. De la même façon le sens de contrôle régulier des résultats et des activités est en pleine maturation.

Le principal défi communautaire qui justifie une telle intensité d'action mutualiste, c'est l'anonymat fort opprimant du milieu urbain, les dépenses sociales imprévisibles ainsi que les affres du métier. Aussi ces communautés dispersées ont-elles su inventer un système de mobilisation d'une épargne sociale, une nostalgie active pour le village d'origine comme cette mutualité des ressortissants de Muhangi qui a imaginé une animation rurale et une bourse d'études pour les élèves brillants du village d'origine issus de famille pauvre. Le même objectif est concrétisé par la Mutuelle Internationale Les copains, une association de jeunes commerçants de la ville de Butembo qui se manifeste comme aussi comme un club de charité mais aussi d'affaires. Un autre résultat concret, c'est l'assurance – funérailles, qui assure notamment le rapatriement des corps des élites urbaines au village d'origine. Le lobbying politique ou social selon les clivages géopolitiques en milieu urbain lors des échéances électorales et sur le marché de l'emploi est très actif par ces mutuelles.

Des expériences de mutuelles de santé comme la CASMA, la MUSOSA et la MUSABU tentant de rationaliser et universaliser, sur base des solidarités populaires, l'assurance-maladie sont en cours. On ne sait pas combien de temps elles prendront pour s'enraciner, et se rationaliser en s'appropriant la logique de grands nombres, à lieu et place des simples liens affectifs qui fondent jusque-là ces mutualités primitives.

5) Syndicat.

Le syndicat est le type d'association la moins répandue mais cependant la plus dynamique de toutes les associations de Beni et Lubero. A part cette superstructure que représente le SYDIP dont l'ambition, nationale, est de passer au peigne fin tout le milieu villageois et paysan, l'activité syndicale réduit son champ d'action au milieu urbain ou semi-urbain. Les syndicats les plus spectaculaires sont l'ALPHALU, l'ATAMOV et bien sûr la FEC, ce syndicat de patrons, et les moins spectaculaires sont les syndicats de consommateurs de l'eau (Butembo) et l'électricité.

Le lien qui unie le syndicat est bien attendu l'exercice d'un même métier ou la consommation d'un service commun. Les membres participent à une telle association en entendant d'être prise en charge et assisté en cas de contentieux avec les pouvoirs publics ou toute autre difficulté inhérente à l'activité et finalement de toute la vie sociale. Cette dernière motivation fait que le syndicat intègre le plus souvent dans certains milieux professionnels les aspects mutualistes. Ces syndicats vivent exclusivement des cotisations des membres. Et la gestion des activités d'autofinancement déjà tentées n'a pas donné tous les résultats escomptés. Pourtant, c'est pour cette forme d'association que le système managérial d'accès aux fonctions dirigeantes semble le plus élevé avec les élections et l'alternance au pouvoir bien respecté.

L'objectif des syndicats en Beni et lubero est évidemment la solidarité dans la défense des intérêts professionnels et sociaux face à ce besoin naturel qu'est la sécurité de l'emploi. C'est pourquoi le choix des projets se contente encore de la spontanéité des membres. Cependant, l'ampleur des difficultés propres au monde des affaires et la diversité des expériences des acteurs favorisent le développement d'une planification stratégique allant au-delà de la spontanéité pour esquisser un certain test d'alternatives dans le choix des projets. Au niveau de la structuration, première tâche de la programmation, tous les syndicats ne sont pas homogènes. Le SYDIP par exemple a mis en place un organigramme complexe composé de l'Assemblée générale, du Véranda central, du secrétariat exécutif tandis que la FEC, la plus prestigieuse et la plus efficace des syndicats congolais, l'ALPHALU sa sous-structure mais autonome, se contentent de la structure élémentaire de deux niveaux et à trois niveaux avec un système de contrôle démocratique et régulier.

En effet, le principal problème qui se pose aux membres syndiqués sont les risques du métier, à l'achat des facteurs de production comme à la vente des extrants. A cela s'ajoutent dans un contexte singulier où les formalités administratives sont perçues à tort ou à raison comme des tracasseries. A partir du lobbying promu, les syndicats ont réussi à se positionner comme des partenaires obligés des services publics dans le marketing administratif : exécution des lois et règlements en matière fiscal et sécurité publique comme c'est le cas de l'ATPHALU dans la lutte contre les produits pharmaceutiques non conformes et impropres à la consommation. Ceci permet de réduire la marge de manœuvre des fonctionnaires dont la corruption est notoire. De même, le syndicat organise des formations destinées au renforcement des capacités professionnelles. Ainsi le SYDIP joue-t-il le rôle longtemps abandonné par le service agricole de vulgarisation agricole, l'ATAMOV emploie la police nationale pour les leçons de sécurité routière aux taximens. Plus spectaculaire encore est la prise en charge totale des services publics par

les syndicats. C'est ainsi que l'ATAMOV a innové par l'organisation du service de transport de personnes en ville de Butembo et Beni. De même, la FEC a remplacé de fait l'Office de route pour l'entretien de la route « royale ».

De telles initiatives ont au concret comme impact d'augmenter les capacités de négociation et la défense des droits individuels en même temps une finesse dans l'application des règles du métier. C'est ainsi que de l'amateurisme, les chauffeurs de l'ATAMOV deviennent de plus en plus des professionnels, aux aguets et solidaires sur les routes périlleuses pendant une période de crise de l'autorité politique. De même, le credo des paysans du SYDIP est de développer une agriculture professionnelle. En définitive, la FEC est la véritable détentrice du pouvoir politique en Beni et Lubero pendant la rébellion-agression où les politiciens en mal de libération n'avaient d'autre choix que de quémander des ressources auprès des grands contribuables pour financer les milices et acheter les alliances.

6) Les coopératives

Introduite timidement par l'Etat belge à la fin de son règne, la formule coopérative a hanté pendant plus de deux décennies les acteurs de développement rural de Lubero. Plusieurs dénominations sont nées, correspondant peu ou prou aux caractéristiques précises d'une coopérative.

Dans une recherche-participative, un observateur de cette dynamique coopérative de ce milieu, Vahamwiti Mukesyayira, identifie trois vagues d'éclosion coopérative (:

- Des coopératives de la première génération, dont le promoteur est le pouvoir colonial.

- Des coopératives de la deuxième génération,

- Des coopératives de la troisième génération. (Vahamwiti, M., 1996,

p.)

De ce foisonnement d'expériences inégales, deux modèles dominants de coopératives survivent : la coopérative d'épargne et crédit en milieu urbain et les coopératives d'écoulement des produits agricoles en milieu rural.

Les membres de coopératives agricoles d'écoulement sont caractérisés par le voisinage et l'exercice d'un métier commun de paysan ou de planteurs. Tandis qu'en milieu urbain, les coopérateurs d'épargne et crédit ne présentent aucun train commun parce qu'elles représentent aussi bien des petits fonctionnaires, des petits artisans, des acteurs du petit commerce et du moyen commerce. Mais, contrairement à tous les groupements précédents, la motivation est purement économique en termes d'avantages financiers à obtenir de l'association.

La participation est matérialisée par l'apport des récoltes confiées au comptant ou à crédit à la coopérative pour la revente sur le marché urbain.

Pour la coopérative de crédit, c'est l'apport régulier des épargnes qui est la principale ressource financière. Certaines coopératives agricoles ont eu accès, grâce à une organisation d'appui affiliée à l'aide au développement. Faute d'obtenir une participation effective des membres, certaines coopératives se transforment purement et simplement en petits trafiquants en procédant à l'achat des denrées agricoles auprès de non-membres.

Cette participation reste centralisée par un leadership établi suivant le vote appuyé sur une technocratie salariée. Dans l'exercice de ce leadership participatif, un conflit est toujours permanent entre les administrateurs élus, mandatés pour une période déterminée mais pas souvent changés et des dirigeants salariés, mieux instruits, surtout en milieu rural.

Les coopératives de la région de Butembo se sont caractérisées par un objectif global de développement socio-économique qui ouvre à une impasse de multitudes d'objectifs pratiques irréalisables avec les moyens escomptés par l'organisation : vente en commun, intervention sociale dans la vie des membres et des infrastructures du village, ... Pourtant, du point de vue économique, dimension importante d'une coopérative, cet objectif répond à une demande sociale bien définie : la fragilité et la marginalisation des sujets économiques respectifs sur le marché agricole et financier.

Cette non-pertinence des objectifs, dû à cette illusion de l'antériorité de l'élévation du revenu sur le développement explique que dans la plupart des coopératives les objectifs sont choisis par une simple copie des alternatives proposées par la loi de 1956 sur le fonctionnement des coopératives (cfr. Mafikiri ; ...). De la même façon, les structures sont stéréotypées sans traduire les besoins de son fonctionnement réel dans la durée : Assemblée des membres, conseil d'administration, direction et départements. Et les structures étatiques d'encadrement et de contrôle ont depuis bien longtemps relâché le contrôle régulier, gage de l'avenir. Mais cette fonction de contrôle est relayée par les coopératives secondaires ou des O.A. pour les organisations affiliées dans une relation ambiguë de contrôle, de coordination et d'aide.

Toutefois, c'est dans le milieu urbain que la Coopérative financière a montré ses capacités de programmation et de leadership en maintenant la barque dans un environnement mouvant, en réalisant des objectifs et des projets modestes à la mesure de ses moyens.

Le défi communautaire auquel les membres sont confrontés est avant tout l'imperfection du marché des intrants et des extrants agricoles et commerciaux, limitant ainsi leurs capacités, à faire face à leurs dépenses économiques et sociales.

Les résultats concrets qui constituent leur innovation est l'amorce d'une distribution de masse du micro-crédit et des produits agricoles et alimentaires. Mais, du côté de coopératives, il est difficile de percevoir un

réel développement des capacités dans le chef des coopératives agricoles. Par contre, au niveau de la coopérative financière, sa survivance par delà la conjoncture économique du pays, l'affinement de la discipline de gestion et du système de garantie de la microfinance. (COODEFI).

7) Les organisation d'appui.

Le nom générique d'Organisation d'appui (OA) A rassemble un ensemble d'organisations hétéroclites. Correspondent à cette dénomination, de par leur activité, des ONG d'appui tels décrits ci-après mais aussi des unions coopératives rendant des services spécifiques à leurs coopératives de premier degré. Peuvent être également assimilés aux OA des ONG internationales d'aide qui organisent leurs activités d'appui direct aux populations cibles du Sud, comme c'est le cas dans notre milieu d'étude de la GTZ, FAO, AAA.

Les organisations d'appui sont des associations dont le but est d'apporter un soutien institutionnel aux organisations de base (OB) : ILD, mutuelle, syndicat, coopérative primaire dans le sens du développement. Elles apparaissent au milieu des années 1980 avec la COTEDER, leur chevalier, initié par des ressortissants de l'ISDR, une école d'études sociales orientées vers les problèmes d'animation rurale créée à Bukavu au début des années 1970 par un jésuite, le RP Georges Defour. Ces techniciens de développement rural comme ils aiment à s'appeler volontiers ont été rejoints par d'autres spécialistes et activistes du développement par le bas au milieu des années 1990. Ces OA sont constitués souvent de quelques unités à quelques dizaines de membres, établies en milieu rural mais avec une ambition de couvrir, par leurs activités tout un territoire, la province voir toute la république.

Les O.A sont constituées des membres ayant une formation technique et scientifique commune, - agronomique, animateurs ruraux, vétérinaires - ou encore partageant des idéaux communs. Ces membres sont généralement animés par les avantages à obtenir individuellement et collectivement par ce groupement, mais aussi par un besoin d'autoréalisation. Certains OA sont des organes spécialisés d'exécution des programmes sociaux des églises leaders : Bureau pour le Développement Diocésain, Bureau Diocésain des Œuvres Médicales, CARITAS, Bureau Œcuménique d'Actions Sociales, ...

Si à leur lancement les premiers moyens financiers sont obtenus grâce à la cotisation des membres, l'essentiel de leur ressources proviennent cependant de l'aide à la coopération. Certains ont imité des activités économiques d'autofinancement pour prévoir l'après-aide. D'autres encore s'adressent à une demande solvable et sont rémunérés donc pour des services techniques rendus à des fermiers comme c'est l'exemple de l'Approtek, l'ATVELU, etc.

Comme ils sont instruits, même spécialistes dans l'accomplissement de leur travaux, elles utilisent les seuls membres, sauf pour des tâches d'exécution où ils peuvent recourir à une main d'œuvre extérieure.

Les objectifs qui reviennent le plus souvent dans les programmes des OA sont :

- l'accompagnement agricole,
- l'accompagnement juridique des masses populaires ;
- l'animation au développement ;
- l'appui institutionnel aux activités économiques ;
- la promotion de la femme.

Comme on peut s'en rendre compte, ces objectifs sont conçus en fonction de cette hypothèse que les masses populaires ont besoin d'une expertise sociale, économique agricole,...pour s'assumer.

De par la formation universitaires des membres, les OA s'adonnent à une certaine planification stratégique de leur projets partant de l'analyse des besoins et de la situation. Mais aussi, de par leur dépendance financière structurelle, elles n'ont pas d'autres choix que d'être à l'affût des thèmes d'assistance à la mode au Nord, de saisir les opportunités en s'alignant sur la politique de la coopération du bailleur. Ainsi, l'aide liée dénoncée longtemps pour la coopération bilatérale entre gouvernements poursuit même les petites ONG de développement par le bas. Enfin, du point de vue de la structure, le stéréotype des organes se lit chez tous les ONG avec des secrétaires exécutifs.

Il ressort, à l'analyse, que les membres des OA sont confrontés à un chômage conjoncturel des cadres universitaires et donc à une marginalisation sociale et économique dans une société en pleine mutation. D'autres sont en mal de positionnement politique. Dans la tentative de relever ce défi, les OA d'animation populaire sont reconnaissables à leur résultat indéniable : la tentative de structuration du mouvement associatif à la base dans le domaine agricole, et sociopolitique (lutte pour les droits de l'homme, de la femme) et financier (PAIDEK, BAEF crédit solidaire) mais aussi et surtout la négociation de l'aide à la coopération par ce canal parallèle qui va du Nord vers les ONG du sud sans le transit traditionnel des gouvernements du Sud.

Ceci constitue la principale innovation qui émerge de la praxis associative du milieu. C'est finalement aussi la principale capacité développée chez les membres : cette aptitude à présenter et défendre les dossiers auprès des partenaires extérieurs mais aussi de façon secondaire la capacité d'animation de la masse en vue de l'appropriation des moyens d'autoprise en charge en matière de défense des droits humains, du gender, etc.

Réseaux

Les réseaux constituent des plate-formes ou des formes d'organisation et/ou d'appui qui sont apparus au début des années 1990 :

Ils tiennent leur forum eu milieu urbain (WIMA, COBELU, CAUB, GADHOP, COBLU...), à l'exception du seul réseau Tuungane qui siège en milieu rural.

Il en existe plusieurs parce que chaque ONG d'appui montre des velléités d'organiser son propre réseau avec ces OB partenaires qu'elle anime et/ou suscite. Les ONG membres d'un réseau ont cette caractéristique qu'ils ont en commun le rayon d'action, le secteur d'activités et les difficultés dans le management du développement local et surtout ils adressent aux mêmes bailleurs de fonds qui les incitent généralement à présenter un programme cohérent, synergique. Théoriquement, les réseaux vivent de cotisations de ses membres, mais dans la pratique, ils vivent de l'aide extérieure. Seulement lors d'un financement conjoint, par les biais d'un réseau, les cotisations du membre sont déduites à la source, moyen efficace de mobiliser les contributions. Tout comme les OA, les réseaux utilisent à un personnel extérieur tout comme intérieur pour l'exécution de ses tâches. Et la gestion quotidienne est entre les mains de technocrates.

L'enquête révèle que la praxis managériale des réseaux est la même que celle des OA.

Discussion.

La discussion de ces résultats de la praxis managériale du développement communautaire est fondée sur la théorie des valeurs du développement présentées comme nous l'avons déjà annoncé : le support de la vie, la délivrance de toute forme de servitude et l'estime de soi. Cette trilogie du développement semble d'ailleurs une réplique du schéma sociologique de JJ Fromont qui présente le potentiel culturel dans un système composé de trois niveaux : le niveau matériel, socio-mental, ... dont la pertinence est évidente dans l'appréhension du fait « développement » in globo toto.

Associations et supports de la vie

Avancer que le développement est fondé sur le support de la vie, c'est admettre que la satisfaction des besoins vitaux des individus et des communautés est son principe directeur. Or, nous savons déjà que la notion de besoins est assez complexe, de par son caractère objectif et subjectif à la fois. Objectif, parce que le besoin est exprimé en terme « d'écart entre une situation souhaitée, désirée, idéale et une situation actuelle, observée » (Nadeau, M.A., cité par Ouellet, F., R. Mayer, 2000, p. 260) et subjectif parce qu'il varie avec les individus. A. Maslow a élaboré une théorie de besoins, qui malgré les critiques qui s'en sont suivies, a le mérite de restituer la hiérarchie des besoins qui découlent des composantes physiques, affectives et spirituelles de l'être humain.

Une lecture comparée des objectifs et des prouesses associatives de notre milieu d'étude, à la lumière de cette typologie de besoins, permet de cibler les besoins auxquels les institutions de l'économie sociale répondent.

Besoins d'autoréalisation	O.B., O.A., Coopérative de crédit
Besoin d'estime	O.B., O.A.
Besoins d'appartenance	CEV-Caritas, Mutuelles, Syndicat, Réseau, ILD
Besoins de sécurité	OA, OB, Syndicat, Mutuelle
Besoins physiologiques	Coopérative, ILD

De ce tableau synoptique, nous remarquons que les besoins qui réalisent le plus grand score, c'est la sécurité et l'appartenance dans tous les types d'associations, et a fortiori toutes les OB s'y recourent. Ce résultat oriente à poser l'hypothèse que c'est dans la sphère de la vie individuelle et collective que les citoyens sont les plus menacés dans ce contexte spatio-temporel. Dans un état anémique, la RDC, en mal d'intégration socio-économique, où les PP se sont révélés eux-mêmes des agents d'insécurité depuis plus de trois décennies (cfr. C. Braeckman, 1991), les associations du troisième secteur, formel et informel, ont constitué des creusets d'autodéfense populaire et des supports des poussées identitaires.

Toutefois, malgré l'urgence de la sécurité alimentaire, il est curieux que très peu d'associations à la base n'aient pas focalisé leur effort sur la satisfaction des besoins primaires. D'abord la plupart des coopératives rurales qui constitueraient l'idéal d'une matrice de l'autopromotion économique et culturelle, sont, depuis plus d'une décennie en veilleuse, quand elles ne sont pas mort-nés (cfr. Vahamwiti, M., 1996, p.). Ensuite, les ILD, après avoir amorcé, dans l'enthousiasme du lancement, la pose des infrastructures d'intérêt communautaire comme les écoles, les dispensaires, les fontaines, les moulins, ne sont pas encore arrivés à organiser la base productive dans un travail associé, à l'instar des coopératives agricoles authentiques. Les champs communautaires assez répandus dans les organisations de base servent plus pour la caisse commune mais non pour assurer les besoins alimentaires des membres. Ils peuvent être considérés comme le prélude d'une association de production plus formalisée.

Cette configuration éparse des associations en rapport avec la satisfaction des besoins est une introduction aux contradictions qui pèsent sur la praxis associative à cause de la disparité des situations et, pour reprendre l'expression de I. Yépez Del Castillon et S. Charlier, « des logiques plurielles des acteurs dans les initiatives économiques populaires. » (in J. Defourny, et al., 1999, p. 145).

Association et libération de toute forme d'asservissement

Le sous-développement est dans son essence un asservissement de l'être humain. C'est à juste titre que les latino-américains expriment le développement comme étant une libération. En référence à la sociologie de JJ Fromont, on peut distinguer une servitude économie, socio-culturel et socio-mental. Selon le courant culturaliste du développement, dont les travaux de Kakule Muwiri font écho dans la région de Beni - Lubero (Muwiri, 2000, p.), c'est l'aliénation culturelle qui serait le principal obstacle à combattre parce qu'elle enlève aux individus et aux communautés la capacité d'analyse objective de leur situation et d'appréhension des moyens de lutte. Pourtant, pour la pensée marxienne, par la célèbre maxime « ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais c'est la vie qui détermine la conscience », c'est le contrôle de l'infrastructure matérielle qui constitue le premier pas de la libération des destins des peuples.

L'environnement économique du territoire de Lubero est caractérisé par la montée d'un capitalisme commercial dont l'épicentre se trouve être la ville de Butembo (Sarata P., 2000, p.). A l'absence d'une régulation étatique d'une économie respectivement sous l'emprise de Bretton Woods et l'incidence des guerres, le revenu de basses classes en a subi les effets les plus pervers. C'est pour atténuer les faibles revenus que les coopératives d'écoulement et des ONG d'appui à l'agriculteur ont poussé comme des champignons avec pour objectif, la promotion d'entrepreneurship collectif, dans l'espoir d'atténuer les coûts de transaction individuelle. Pourtant, l'ampleur des obstacles économiques à surmonter à savoir les routes défectueuses, le marché imparfait, les fluctuations des prix et de la monnaie, les divers rançonnements administratifs ne donnent pas beaucoup de chance à la capacité des petites coopératives à soutenir le revenus paysans à l'absence d'une politique agricole conséquente. Davantage, le processus d'entrepreneurship collectif est plus délicat, en tant qu'elle implique, dans la durée, le renforcement de la culture coopérative, le développement des ressources humaines, des capacités managériales, la mise en place d'un cadre institutionnel, législatif et réglementaire incitatif à la promotion des coopératives (cfr. G. Gbedjissokpa et al., sd, pp. 126 – 135). Les résultats de ce projet ne peuvent pas être escomptés en un quart de siècle, dans un environnement de surcroît instable. C'est que l'amorce de la coopération, par l'écoulement coopératif a été une expérience douloureuse dans la région à cause des réflexes commerciaux qu'il exige des paysans non initiés, de surcroît aux rouages de la gestion financière. En effet, l'enquête méticuleuse de Vahamwiti Mukeshyayira, un acteur et observateur privilégié du mouvement associatif, a montré que les trois quarts de coopératives ont connu des malversations financières en même temps que les gestionnaires gérants se plaignaient de la naïveté des membres coopérateurs dans la conduite rationnelle de leur entreprise (cfr Vahamwiti, 1996, p.). Cette

difficulté de parcours, si elle n'inscrivait pas dans un contexte global de « corruption organisée » à l'échelle d'une nation, comme l'ont eu à le décrire les peintres de l'épopée Mobutu comme Colette Braekman, ne devait pas décourager les initiatives, parce que la bonne gouvernance des associations, comme nous l'avons eu à le montrer dans une étude antérieure (J.L. Nzweve, 2000, p.), n'est pas une donnée en soi, mais elle se construit dans le temps par un jeu complexe de maturation coopérative. C'est pour dire que, en rapport avec les résultats mitigés jusque-là obtenus, les coopératives d'écoulement des produits agricoles en Ben-Lubero sont encore loin de constituer un instrument de libération économique des peuples.

Par contre, la réalisation de ce vœu semble réellement engagée et possible dans la coopérative de crédit en milieu urbain où elle a survécu à la crise monétaire et bancaire qui a déchaîné les chroniques, avec un taux d'inflation qui a dépassé la moyenne annuelle de 3000 % (cfr. Lukusa, 1998, p.). Pourtant, cette coopérative a réussi, à Butembo comme à Beni, à sauvegarder les épargnes et distribué un microcrédit, à l'investissement comme à la consommation, aux petits commerçants comme aux catégories marginalisées au moment où s'annonçait la banqueroute des institutions financières traditionnelles.

N'eût-été le manque de synergie, inscrite pourtant comme condition de réussite de la « république coopérative », au nom du principe de l'intercoopération, la coopérative financière aurait pu, peut-être, transféré à l'ensemble du secteur social, sa capacité d'innover et de résister à l'asservissement économique.

D'autres associations, comme les organisations d'appui, poursuivent les mêmes objectifs de libération économique, notamment en se substituant à l'état démissionnaire, dans la tâche de vulgarisation agricole. Mais elles présentent moins d'intérêt et d'originalité parce qu'elles n'ont pas encore réussi une mobilisation des ressources économiques de la part des organisations de base assistées. De même, elles portent, elles aussi, le péché originel de cloisonnement dans le management du développement. Leur action cependant semble prometteuse dans le processus de libération sociopolitique.

Association et libération sociopolitique

La première forme d'association formelle la coopérative d'écoulement des produits agricoles, dans ses objectifs avancés, inscrit dans son projet la solution globale à toutes contraintes économiques et sociopolitiques emprisonnant l'économie rurale dans le cercle vicieux de la pauvreté. En effet, en sus du soutien du revenu, les programmes d'instruction d'éducation populaire, de santé, ... figurent dans presque tous les statuts des coopératives de Lubero. L'imposition du système politique unipartite depuis 1965, frein à

la liberté d'association politique, a constitué un contexte de l'extension coopérative, seule tribune de revendication sociale autorisée. Toutefois, dans la région qui nous intéresse, les prouesses coopératives dans le processus de libération nous semblent plutôt modestes. A l'inverse, les mutuelles et syndicats urbains et les O.A., depuis la fin de la décennie 1980, ont marqué des points remarquables. Les premiers dans les revendications professionnelles, les seconds dans le lobbying politique de la société civile, plate-forme de positionnement de certains acteurs politiques, non impliqués dans la lutte armée de la fin du 20^{ème} siècle, en RDC.

En effet, certains syndicats et mutuelles professionnelles comme la FEC, l'ATPHCU, ont su relever le défi d'une administration congolaise accusée à juste titre d'ensemble de tracasseries, de contraintes, de procédures, des règles professionnelles, de la paperasserie, de travail improductif, de la personnalisation » à cause de la qualité médiocre du service rendu au client. (Otemikongo et al, 1991, pp. 113-129). Erigées en corporation professionnelle, ces mutuelles - syndicats ont finalement conquis le respect des pouvoirs publics en tant que partenaire incontournable dans le contrôle technique et fiscal, mais aussi la sympathie de la communauté en tant que pourvoyeur du service public : réfection de route, contenance des tracasseries policières, transport public, Leur capacité de négociation avec les pouvoirs publics et de mobilisation des membres préfigurent le rôle potentiel dans le processus de développement politique.

Ce sont les O.A qui s'adonnent déjà en découvert, à ce jeu politique. Leurs membres, détenteurs d'un savoir scolaire, participent positivement ou négativement à la vie politique, en prenant part aux négociations, à la Conférence Nationale Souveraine et au dialogue intercongolais notamment, ou encore en s'activant dans la dénonciation des violations des droits humains et aux manifestations de contestation du pouvoir comme ce fut le cas à l'occasion du Symposium international pour la Paix en Afrique dont les assises ont eu lieu à Butembo au début de l'année 2001 (Katsuva, K., 2001, p.). Leur lobbying, en concert avec d'autres associations comme les églises, est organisé dans une plate forme, appelée communément « société civile » laquelle, dans un contexte particulier de crise de l'état démocratique, constitue parfois la salle d'attente de l'entrée de nouveaux acteurs dans la classe politique. A ce propos, J.L. Laville et Guy Roustang, en discutant l'enjeu d'un partenariat entre Etat et société civile (in Défourny et al. Op. cit. p.) avait déjà envisagé la même chose en émettant l'hypothèse que, dans le sens d'un changement politique, ce sont des acteurs de la société civile qui

peuvent devenir les responsables politiques de demain. Effectivement, il se révèle déjà que ce « club d'acteurs politiques qui se réclament de la société civile sont engagés dans un *undeground work* de structuration et d'animation sociopolitique de la base autour des projets de défense des droits humains, de l'enfant, de la femme, du paysan, et de diplomatie parallèle par le réseau international des ONG du Nord et du Sud, dont l'action politique grandissante est reconnue par l'Institut français des relations internationales comme un fait de mondialisation. (Montbrial, L., 1999, p. 20). En ce sens, les associations de Beni et Lubero deviennent des creusets d'apprentissage de l'action politique et de la démocratie. Ce qui est un atout précieux du mouvement associatif à contribuer à la libération politique, étant donné que l'un des fondements de ce système est fondé sur la pluralité, à différents niveaux de la nation, des centres de décision politique, partis et autres centres actifs. (Cfr. J. Chevalier, p.)

Cependant, malgré les potentialités des ONG d'appui à jouer un rôle d'instrument de participation politique comme groupe de pression et de décloisonnement politique et diplomatique d'une région périphérique comme Butembo et Lubero, l'appropriation des ressources politiques de lutte pour une libération intégrale des liens de la pauvreté par la base a encore son chemin à faire, en dépit de la multiplication, en grands frais pourvus par l'aide au développement, des séminaires et ateliers destinés aux animateurs locaux. En effet, la nécessité d'inclure les enjeux politiques dans le quotidien du combat des organisations de base à la mode comme les CEV-Caritas, les ILD et les syndicats – mutuelles, ne ressort pas à l'issue de notre enquête. Les membres s'en démarquent encore peut-être au nom de l'idéal naïf du neutralisme et de l'apolitisme de l'association ou sous-estiment les virtualités politiques de la base elle-même contre les menaces quotidiennes pesant sur la vie des associés : pillage, guerre, violations diverses, ... Un engagement plus actif de la base contribuerait pourtant une plus grande assurance de soi dans la solution des problèmes sociopolitiques.

Association et estime de soi.

L'estime de soi s'avère être une étape importante et une condition de la libération culturelle et idéologique. On peut d'abord constater que l'aliénation qui caractérise le monde rural africain, c'est le sentiment d'impuissance et de subordination au milieu urbain, qui inspire les modèles de comportement et de pensée, facteur de « romanisation » comme dirait un ... de Coulanges, pour le culte du modèle culturel occidental.

La volonté de reconquérir l'identité culturelle par l'art, la musique, le théâtre, la médecine, ... s'est remarqué en Beni – Lubero par des initiatives individuelles et collectives. Cette exaltation du moi collectif, par les associations culturelles est une marque de l'estime de soi.

Cette foi aux potentialités autonomes du groupe à assumer les destins individuels et communautaires est au cœur, même de tout le mouvement associatif, contenus dans les idéaux d'autopromotion, ou self-help, self-reliance, essence même de la praxis associative (Sebisogo, 1984, pp.). Cette volonté est explicite et agissante dans les organisations de base comme les CEV-Caritas, et les ILD.

Cependant, le processus de désaliénation est compromis par l'attraction exercée par la culture dominante dont les illusions envahissent les mentalités par les multiples canaux de la mondialisation. Les OA, nourries pour la plupart aux sources du Grand capital, ne peuvent évidemment pas s'aventurer à la remise en question de l'idéologie dominante et toutes ne rêvent que d'un financement pour leur efficacité et font miroiter, aux OB animées les possibilités d'assistance extérieure dans leurs activités de développement.

Le financement extérieur, que d'aucuns posent comme une condition de viabilité des associations, finit par créer un état d'esprit permanent de mendicité. Et l'attente produit, tout compte fait, un effet boomerang qui est la négligence des potentialités propres et donc la sous-estimation de soi, contraire au renforcement des capacités qu'il est sensé apporter en suppléance des ressources locales. On peut d'ailleurs mettre en cause les prétentions de l'aide au développement par les ONG en dehors d'un plan d'ensemble nécessaire pour la création des synergies entre différentes interventions dans une région donnée. Evidemment, la priorité du positionnement politique et de la guerre ne donnaient aucune chance, dans le chef des décideurs politiques, à une quelconque planification du développement de la région depuis l'année 1990 qui intégrerait l'action des ONG.

Quand on sait les conditions dans lesquelles les fonds destinés à l'aide au développement sont octroyés, en exécution des politiques de coopération des gouvernements du Nord, qu'importe par les biais des ONG, on comprend alors que ces fonds ne soient pas au service de la promotion d'une estime de soi de la part des membres des associations. C'est alors que l'analyse dialectique de Gélinas sonne comme un couperet : « L'aide à la coopération est avant tout un instrument de contrôle des pays sous-développés », destiné à

développer dans la classe dirigeante les capacités de négociation de l'aide au développement. (Gélinas, 1996, p.)

Dans cette ambiance idéologique inextricable, les associations, dans leur management du développement ont un défi de taille pour forger et maintenir dans la conscience collective des membres une estime de soi, en tant que permise d'un développement autonome, endogène, autocentré.

Conclusion

Les associations, actrices de l'économie sociale, constituent des matrices de développement communautaire. Cette hypothèse, prisée depuis quelques décennies par la théorie du développement par le bas et valorisée de nos jours par l'idéologie dominante qui défend les vertus de la concurrence dans la production de tous les biens et services, collectifs et publics soient-ils, est le fil conducteur de cet article élaboré dans une approche qualitative auprès des associations de Butembo et des hautes terres de Lubero.

Le catalogue dressé à l'issue de l'enquête par entrevue avec des groupes de membres associés fait état de diverses associations hétérogènes, compénétrées, formelles et informelles, d'inégales dimensions et prouesses, répondant à la typologie suivante : tontines, CEV-Caritas-FF, ILD, Coopératives, mutuelles, syndicats, organisations d'appui, et réseaux. Ces ONG, qui peuvent bien être incluse dans les trois grands ensembles de l'économie sociale : coopératives, mutuelles et association, ont développé une expérience autonome de management dans la poursuite du développement des communautés. Dans l'ensemble, elles réalisent des actions concrètes en prenant en main des besoins de citoyens que les pouvoirs publics ne savent plus assumer, dans un contexte singulier de crise de l'Etat : construction et gestion des écoles, des formations médicales, des routes, commercialisation des produits agricoles, vulgarisation agricole et juridique, épargne communautaire, lutte politique, ...

L'analyse de ces diverses expériences de management montre que ce sont les syndicats – mutuelles professionnelles, dans le milieu urbain, et les ILD du monde rural qui ont déjà atteint des résultats spectaculaires dans la prise en charge des besoins individuels et collectifs et l'assurance d'une plus grande confiance de soi dans la lutte contre les différentes formes d'asservissement. Ces deux types d'association constituent les porte-étendard du secteur social de la ville de Butembo et le territoire de Lubero, et présentent la possibilité de leur croissance et de leur efficience dans la régulation de l'économie nationale, en tant que partenaires des autres centres actifs : les pouvoirs publics et les entreprises privées. Les tontines et les

CEV-CARITAS également ont une expérience non négligeable dans la mobilisation de l'épargne sociale et l'organisation de la sécurité sociale, sur base de laquelle peut être repensée une autonomie financière à la taille des capacités réelles et des besoins concrets mais aussi une prise en charge communautaire du social et des droits humains. Enfin, les superstructures comme les OA et les réseaux, ont tenté d'organiser, dans les domaines complexes que sont l'agriculture, l'animation politique et la défense des droits humains, des activités délicates de la vulgarisation, et ont atteint certains résultats, disproportionnés aux moyens fort limités, octroyés par les ONG du Nord. Toutes ces expériences montrent les capacités d'autopromotion et d'appropriation collective des instruments du développement et donnent le ton de la révolution lente, populaire sur laquelle on peut fonder l'espoir d'un renouveau du paysage politique, économique et sociale de tout le pays.

Ces résultats globaux obtenus à partir d'une étude sur un terrain très large, mais homogène du point de vue sociologique et économique, ne ressortent pas les particularités, de chaque type d'association. Celles-ci pourraient être mis en évidence par des études cliniques portant sur les contraintes et les chances de l'émergence d'un véritable et authentique mouvement social en Afrique centrale, en RDC et au Kivu en particulier, indicateur de la force d'adaptation et de rénovation des peuples.

Références bibliographiques.

1. Jacques, F., « Coopération et valeurs de civilisation » in Laflamme, M., *Le projet coopératif québécois, un projet social ?* éd. Gaetan Morin, Québec, 1982, 343 P, pp. 9 – 11
2. Kassongo, K., S., "Philosophie sociale et développement coopératif. Actes du 2^{ème} Séminaire régional de philosophie. Manza Ngungu du 20-23/06/1987, éd. Faculté Catholique de Kinshasa, Kinshasa, 1989, p.51
3. Rezsohazy, R., *Le développement des communautés : Participer, programmer*, Innover, éd. Cïao, Louvain-la-Neuve, 1985, 181 P
4. Laflamme, M., « Coopération et développement communautaire », in *Le projet coopératif québécois, un projet social*, éd. Gaetan Morin, Québec, 1982, pp. 207-212
5. Mayer, R. et Deslauriers, *Quelques éléments d'analyse qualitative*, in Mayer, R. et al. *Méthodes de recherche en intervention sociale*, éd. Gaëtan Morin, Montréal, Paris, 2000, p. 159, (409 P
6. S. Rutherford, *Comment les pauvres gèrent-ils leur argent*, 2002
7. 6)J.M. Ela et R. Luneau, *Voici le temps des héritiers. Eglises d'Afrique et voies nouvelles*, éd. Karthala, p. 162, (269 P)

Annexe : Guide d'entretien

- 1) Nom :
- 2) Catégorie : a) Coopérative primaire b) ILD c) Organisation d'appui d) Coopérative secondaire e) Réseau
- 3) Date de création
- 4) Date de début des activités
- 5) Rayon d'action.
- 6) Sièges sociaux.
- 1) Qu'est-ce que le développement pour vous (votre association) ?
Ou quelle est la finalité de votre association.
- 2) Quels sont les objectifs opérationnels poursuivis par votre association ?
- 3) Quelles actions avez-vous envisagées pour atteindre ces objectifs ?
- 4) Comment procédez-vous pour établir vos objectifs et vos actions ?
- 5) Quels sont les bénéficiaires de votre organisation (de vos actions) ?
- 6) Pourquoi avez-vous opté pour ce type d'association et pas une autre ?
- 7) Qui sont membres de votre association ?
- 8) Quels sont les organes de votre association ?
- 9) Quelle activité avez-vous effectivement initiée ?
- 10) Par qui est constituée la main d'œuvre dans votre association ?
pour ces activités ?
- 11) Comment les moyens financiers sont-ils réunis ?
- 12) Quel genre d'information est-elle échangé entre les organes dirigeants et les organes d'exécutions ?
- 13) Par quoi motivez-vous les membres (bénéficiaires) à participer aux activités de l'association ?
- 14) Comment les leaders accèdent-ils à leur fonction ?
- 15) A quoi consiste concrètement leur action de dirigeant
- 16) Sur quoi porte l'action de contrôle dans l'association ?
- 17) Qui effectue le contrôle ?
- 18) Qu'est-ce que l'association a réalisé d'original du point de vue des idées et des comportements dans le milieu (bénéficiaires) ou des membres ?
- 19) Quelles nouvelles capacités (connaissances, techniques) votre association a promu dans le chef de membres ?

SANTE VEGETALE ET ANIMALE

AMELIORATION DE LA PRODUCTION LAITIERE ET DE LA CROISSANCE JUVENILE CHEZ LES CAPRINS AU NORD-KIVU PAR L'UTILISATION DES PLANTES GALACTOGENES.

Par K. KATHAVO (*), Mbusa SIVIHOLYA M (**), et MANDIKI
SNM.***

Résumé.

Une étude de l'effet des plantes galactogenes a été menée pendant 28 jours sur 22 chevres allaitantes de race locale dont 7 avaient une portée double. La production laitière a été estimée à partir du troisième jour après la mise bas par la méthode des nourrissons ou méthode de double pesée. Un groupe de 11 chevres a été soumis au traitement par des plantes galactogenes pendant qu'un autre de 11 chevres servait de témoin.

A l'issue de ces recherches, il a été constaté que par rapport à la production moyenne des témoins (690 g de lait par jour) et celle des traités (920 g). La solution galactogene préparée par macération accroît la production laitière de 33,3%. La production laitière des chevres traitées à la solution galactogene est significativement supérieure à celle des chevres non traitées. Par ailleurs, la baisse de poids à la suite de la lactation est statistiquement identique chez les betes traitées et chez les témoins.

Les performances pondérales des chevreaux (poids vif au 28^e jour) sont plus élevés chez les jeunes nourris par les meres traités (4,96kg) comparativement à ceux allaités par les chevres témoins (4,23kg). Les indices de conversion alimentaires sont comparables entre les deux groupes(7,89 contre7,32).

* Station Agropastorale Horizon, Université Catholique du Graben (UCG), B.P. 29 Butembo.

** Département de Zootechnie, Université catholique du Graben (UCG) B.P. 29 Butembo, Nord-Kivu, R.D. Congo. siviholyambusa@yahoo.fr ; mbusa.sk@fsagx.ac.be; kitombusa@-yahoo.fr

*** Université Catholique du Graben (UCG) B.P. 29 Butembo, Nord-Kivu, R.D. Congo et Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix de Namur, 61 Rue de Bruxelles, B-5000 Namur, Belgique. robert.mandiki@fundp.ac.be

Etant donné le gain de poids plus important chez les chevreaux nourris par les meres traitées, on peut supposer que le supplement de lait produit grace au traitement garde plus ou moins la meme concentration en nutriment. Cette hypothese peut etre appuyée par le fait que les valeurs de perte de poids sont comparables : 1,3 contre 1,13kg respectivement chez les meres traitées et non traitées. L'excédent de production laitiere constatée chez les chevres traitées à la solution galactogene n'est donc pas liée à une diminution du poids des meres traitées.

INTRODUCTION

Au Nord-Kivu, comme dans d'autres provinces de la République Démocratique du Congo (RDC), on observe d'année en année la recrudescence des cas de mortalité infantile ou de retard de croissance dus aux maladies de carences nutritionnelles notamment des cas hypoprotéinoses. Ce problème devient de plus en plus alarmant depuis 1996 marqué à cause de la guerre en RDC. En effet le paysan en perpétuel déplacement abandonne ses activités agricoles et ses biens à la merci des pillards et voit son pouvoir d'achat diminuer considérablement de sorte qu'il ne peut plus obtenir assez de produits vivriers pour assurer sa sécurité alimentaire. Déjà en 1989, la consommation des protéines animales avait été évaluée à 0,9 kg par tête d'habitant par an dans en RDC au lieu des 25 kg recommandés par l'OMS.

Depuis longtemps, les nutritionnistes recourent au lait de vache dans le traitement curatif des maladies telles que le kwashiorkor et le marasme. Le lait est parmi les productions animales riches en protéines de grande valeur biologique constituant la plus importante substance de base de toute matière vivante (RELYVELD, 1970). C'est grâce à sa richesse en ces protéines de grande valeur biologique et de digestibilité élevée qu'il favorise la croissance physique des jeunes vers la maturité (ANONYME, 1997). Outre son rôle primordial de nourriture pour les nouveaux-nés, le lait des ruminants domestiques entre sous plusieurs formes dans les habitudes alimentaires de nombreux peuples comme une boisson délicieuse, rafraîchissante et très nourrissante.

C'est pourquoi notre préoccupation est d'étudier les moyens visant à améliorer la production laitière des ruminants en général et de la chèvre en particulier en vue de contribuer non seulement au développement des élevages prospères mais surtout à l'approvisionnement en protéines du plus pauvre afin de diminuer tant soit peu les maladies de carence nutritionnelle.

Dans la partie septentrionale de la province du Nord-Kivu, la vache réclamant de gros investissements, il s'avère que son élevage soit réservé à

une classe des nobles ou nantis qui sont en mesure de se procurer une alimentation équilibrée. Ceci justifie le choix pour les petits ruminants notamment la chèvre reconnue par beaucoup comme « la vache du pauvre ». Au Nord-Kivu, la chèvre représente au sein de l'exploitation familiale du paysan un animal facile à associer aux cultures vivrières et de rente. Augmenter la production laitière de cette espèce revient donc à contribuer de façon non négligeable à faciliter l'accès du paysan aux protéines animales.

D'autres raisons ont motivé le choix pour la chèvre au lieu de la brebis. Tout d'abord, il n'existe pas de tabou alimentaire autour de la chèvre au Nord-Kivu comme c'est parfois le cas pour le lait de mouton, présumé assourdissant. Ensuite, la chèvre rentabilise les maigres parcours et s'adapte aussi bien aux hautes altitudes qu'aux basses où le mouton prolifère mal à cause de multiples pathologies dans ce dernier milieu. En définitive, la chèvre représente la meilleure solution envisageable pour pallier au déficit protéique en alimentation paysanne.

Mais la race locale du Nord-Kivu n'a pas la réputation d'être une bonne laitière et arrive difficilement à nourrir sa progéniture en cas de jumeaux. Néanmoins, selon la pharmacopée traditionnelle en province du Nord-Kivu, il existerait des plantes galactogènes susceptibles d'augmenter la production laitière de la chèvre. Il est donc aujourd'hui intéressant de pouvoir identifier ces plantes et estimer l'accroissement qu'elles apportent à la production laitière au profit de la consommation humaine.

La présente recherche voudrait réaliser une vérification scientifique de l'efficacité de la pratique traditionnelle du peuple « Yira » consistant à augmenter la production laitière par une solution galactogène préparée à base d'une gamme des plantes réputées galactogènes et administrée aux animaux souffrant d'agalaxie.

2. Matériels et méthodes.

2.1. Les plantes galactogènes.

Afin d'identifier les plantes galactogènes nous avons procédé par une enquête non standardisée. Celle-ci consistait à l'aide d'un questionnaire, à demander aux personnes d'exprimer leur opinion sur le sujet à étudier. Les villages suivants ont été explorés : Oïcha, mulo, Munoli et Buholu. Le dépouillement des résultats des interviews menés auprès de différents paysans a révélé que la solution galactogène est préparée à base de diverses plantes dont : *Stellaria sp*, *Rumex abyssinica*, *Emelia sp*, *Polygonum nepalense* et une *Liliaceae*.

2.2. La solution galactogène.

La solution galactogène est préparée par divers procédés : la macération, la décoction, la distillation ou l'extraction du jus par pressage. C'est ce dernier procédé que nous avons utilisé dans le présent travail. Le jus obtenu est dilué par l'eau. On ajoute un liquide sécrété par une *Cicadelidae* (*Aphrophora sp*) appelée « *Ntonyera* ou *Ntogera* » selon les contrées.

2.3. Estimation de la production laitière.

Tableau 1 : Ingrédients de la solution galactogène.

Nom vernaculaire	Nom scientifique ou famille botanique
Eriranga	Liliaceae
Ekinyamate	Emelia sp
Ekilengalenga	Rumex abyssinica
Engobanyolo	Stellaria sp
Olubunanga	Asteraceae
Entonyera	Ecume d'Aphrophora sp
Omuswaswa	Eau salée à 1,2%

Matériel biologique

L'essai *in vivo* a été réalisé sur 22 chèvres locales allaitantes après des mises bas étalées sur trois jours à la ferme de Mavondo du 19 au 21 avril 2001. Ces chèvres ont été choisies de manière aléatoire dans une population de 100 chèvres. Sept d'entre elles avaient une portée double, ce qui fait au total 29 chevreaux dont 16 mâles et 13 femelles.

La chèvre élevée à Mavondo est de souche locale mais se distingue de la chèvre ordinaire du paysan par sa taille plus grande qui oscille autour de 60 cm au garrot et son poids réparti sur un intervalle assez large de 18 à 37 kg de poids vif alors que la chèvre du paysan atteint rarement 30 kg de poids vif. Cette différence est liée aux conditions d'élevage. La robe est de couleur variable : noire, grise, blanche ou le mélange de ces couleurs. Le pelage est fin et court. Quelques chèvres possèdent un long poil sur les membres postérieurs. Les aplombs sont bons et les membres bien proportionnés par rapport au reste du corps. Les animaux mûrs sont fréquents surtout parmi les femelles.

Evaluation de la production laitière

La production laitière a été estimée à partir du troisième jour de lactation par la méthode des nourrissons ou méthode de la double pesée réalisée deux fois par jour (entre 7 et 9 heures et puis entre 15 et 17 heures) et trois fois par semaine (lundi, mercredi et vendredi) au cours du premier mois de lactation. La durée de tétée était de plus ou moins 15 minutes. La production laitière journalière est obtenue par la somme des différences de

poids du nourrisson d'avant et après tétée. Après tétée, il faut traire jusqu'au septième jour pour estimer la quantité de lait non ingéré par le jeune animal. Au troisième jour de lactation, deux groupes de mères ont été constitués au hasard : un groupe traité constitué de 11 chèvres et 14 chevreaux et un groupe témoin constitué de 11 chèvres et 15 chevreaux.

La solution galactogène était administrée par voie orale au groupe traité en raison de 200 ml par jour et par sujet. Quant au groupe témoin, il bénéficiait de mêmes conditions d'alimentation et de logement que le premier sans recevoir de solution galactogène.

L'effet de la solution galactogène a été évalué en faisant appel au test statistique d'hypothèses d'égalité des moyennes par le calcul d'un coefficient appelé coefficient t de STUDENT-FISCHER. Le gain de poids des jeunes a été évalué tous les deux jours ce qui a permis de suivre la croissance des jeunes en calculant les paramètres suivants :

1. gain de poids = poids du jour - poids à la naissance.
2. Vitesse de croissance = gain de poids / âge en jours.
3. Gain de poids relatif = gain de poids x 100 / poids à la naissance.
4. Indice de consommation = quantité totale de lait ingéré / gain de poids.

Chez les mères suitées, seule la variation pondérale a été suivie tous les 6 jours à la suite de la lactation.

3. Résultats

3.1. Production laitière

La synthèse de la production laitière hebdomadaire des chèvres traitées à la solution galactogène et des témoins est présentée dans le tableau 2 et la figure 1.

Tableau 2 : Production laitière hebdomadaire (en kg) chez les chèvres traitées et chez les chèvres témoins.

Types de portées	Paramètres estimés	Semaines					Total	Moyenne hebdomadaire	Moyenne journalière
		1	2	3	4	5			
Chèvres traitées à la solution galactogène									
Simples	Production	4,98	6,32	6,31	6,79	5,53	29,92	5,98	0,86
	Ecart-type	0,99	0,87	0,96	1,12	0,50	3,34	0,67	0,10
Doubles	Production	6,13	7,76	7,91	9,40	7,16	38,35	7,67	1,10
	Ecart-type	0,58	1,15	0,16	1,59	1,62	4,62	0,92	0,13
Simples et doubles	Production	5,29	6,71	6,74	7,50	5,22	32,22	6,44	0,92
	Ecart-type	1,02	1,12	1,10	1,70	1,13	5,25	5,15	0,15

		Chèvres témoins							
Simples	Production	3,68	3,58	4,10	4,77	3,90	20,02	4,01	0,57
	Ecart-type	0,72	0,90	0,74	0,94	0,48	2,43	0,49	0,07
Doubles	Production	6,81	6,59	6,40	6,28	5,29	31,37	6,27	0,90
	Ecart-type	0,48	0,72	0,45	0,58	0,49	0,78	0,16	0,02
Simples et doubles	Production	4,82	4,68	4,93	5,32	4,40	24,15	4,83	0,69
	Ecart-type	1,7	1,72	1,32	1,10	0,84	6,04	1,21	1,73

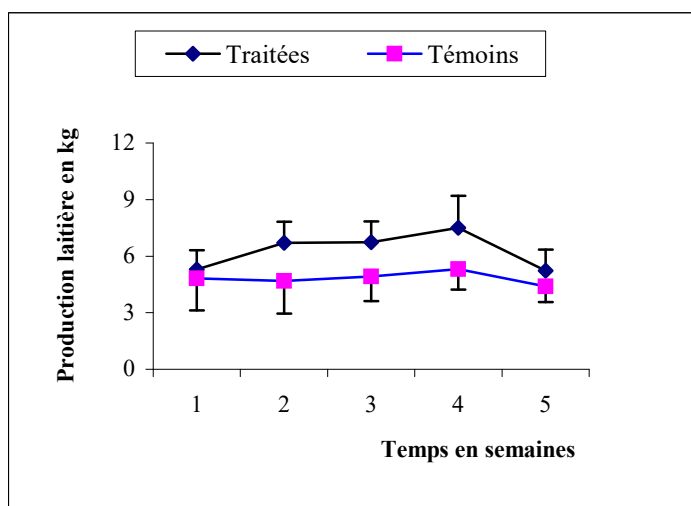


Figure 1 : Evolution de la production laitière chez les chèvres traitées et chez les témoins.

L'exploitation des résultats du tableau 2 et de la figure 1 montre différents comportements de la production laitière dans les deux groupes suivant le traitement et le mode de naissance. La production minimale du groupe traité est de 696 g par jour, le maximum étant de 1225 g par chèvre. Par contre, dans le groupe témoin, la production laitière journalière est de 690 g, le maximum étant de 918 g par jour et le minimum de 451 g. Il s'avère donc que la solution galactogène accroît la production laitière de 33,3 %. Les deux moyennes (920 et 690 g) sont hautement significativement différentes ($P < 0,01$).

A la deuxième semaine, le groupe témoin a produit au total 20,66 kg de lait soit 1,88 kg par chèvre. Quant au groupe traité, la quantité totale de lait produit jusqu'à la deuxième semaine s'élève à 25,18 kg soit 2,29 kg par chèvre. La différence de production laitière s'élève donc à 4,52 kg soit un accroissement de 21,86 %. A la quatrième semaine, les quantités respectives

de lait produit se sont élevées respectivement à 55,57 kg et 42,21 kg, soit une différence de 13,70 kg ou un accroissement de 31,66 %. Cette dernière valeur (31,66 %) est plus caractéristique de l'accroissement au fait que la courbe de lactation atteint un maximum à la quatrième semaine et ce, simultanément dans les deux groupes.

Par rapport au mode de naissance, les chèvres à portées doubles produisent toujours plus que celles à portées simples. On observe dans le groupe traité un accroissement de 22,9 % à la deuxième semaine et de 28 % à la quatrième semaine. Dans le groupe témoin, les accroissements sont plus élevés ; 84 % à la deuxième semaine et 61,7 % à la quatrième semaine. En comparant les simples entre eux, on observe un accroissement de 55,5 % à la deuxième semaine et 51,2 % à la quatrième semaine ; Par contre, pour les jumeaux, le pourcentage d'accroissement reste bas. Il s'élève à 3,6 % à la deuxième semaine et 19,5 % à la quatrième semaine.

L'analyse statistique révèle un effet hautement significatif de la solution galactogène sous la production laitière chez les chèvres ayant des portées simples ($p < 0,001$). Cet effet, bien qu'observé aussi chez les doubles reste cependant moins marqué.

3.2. Variation du poids des mères.

Le tableau 3 présente les résultats de la variation du poids des mères dès la mise bas jusqu'au 35^{ème} jour.

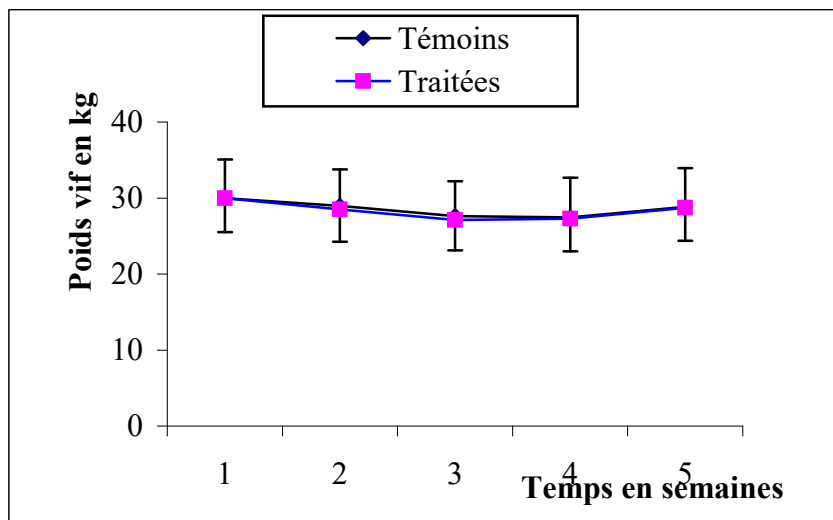
Tableau 3 : Variation du poids (kg) des chèvres traitées et des témoins au cours des 5 premières semaines de lactation.

Types de portées	Paramètres estimés	Semaines				
		1	2	3	4	5
		Chèvres traitées				
Simples	Poids	30,8	29,2	27,4	28,04	29,5
	Ecart-type	5,1	4,9	4,6	4,9	0,16
Doublés	Poids	27,8	26,7	25	25,2	26,7
	Ecart-type	1	0,6	0,9	1,4	0,3
Simples et doubles	Poids	30	28,5	27,11	27,3	28,7
	Ecart-type	4,5	4,25	4	4,3	4,3
		Chèvres témoins				
Simples	Poids	28,2	27,2	26,0	26,0	27,3
	Ecart-type	5,5	5,0	4,9	5,6	5,5
Doublés	Poids	33,1	32,0	30,4	30,0	31,6
	Ecart-type	2,7	2,5	2,7	3,4	3,3
Simples et doubles	Poids	29,96	28,96	27,62	27,46	28,83
	Ecart-type	5,1	4,8	4,6	5,2	5,1

Figure 2 : Evolution du poids vif des chèvres après la parturition.

Tableau 4 : Gains ou pertes de poids (kg) des chèvres traitées et témoins au cours des 5 premières semaines de lactation.

Classement	Semaines	1 et 2	2 et 3	3 et 4	4 et 5	Pertes globales
	Portées					
Témoins	Simples	-1	-1,2	0	+1,3	-0,9
	Doubles	-1,1	-1,6	-0,4	+1,6	-1,5
Traitées	Simples	-1,6	-1,8	+0,64	+1,36	-1,3
	Doubles	-1,1	-1,7	+0,2	+1,5	-1,1



Il ressort du tableau 4 et de la figure 2 qu'il n'y a pas de différence significative entre la chute de poids des chèvres ayant une portée simple (1,1 kg) et celles ayant une portée double (1,3 kg). Par rapport au traitement, la chute de poids des mères après mise bas entre la première et la cinquième semaine a été en moyenne de 1,13 kg pour les témoins et de 1,3 kg pour les chèvres traitées. Aussi bien pour le mode de mise bas que pour le traitement, la pente de la courbe de perte est plus forte entre la deuxième et la troisième semaine. On remarque aussi à partir du tableau 4 qu'en valeur absolue, les valeurs les plus élevées de perte de poids se trouvent entre la deuxième et la troisième semaine. Le point d'inflexion de la courbe pondérale est net à la quatrième semaine. Les deux courbes démarrant avec la même allure décroissante en pente légère commencent à remonter aux environs de la quatrième semaine.

3.3. Performances pondérales des jeunes.

Les résultats synthétiques concernant les performances pondérales des jeunes sont présentés dans le tableau 4.

Tableau 5. Performances de croissance chez les chevreaux nourris par les mères traitées et chez ceux allaités par les mères témoins.

Sexe	Paramètres statistiques	Poids à la naissance (kg)	Poids au 28 ^{ème} Jour (kg)	Lait ingéré (kg)	Gain de poids	Gain de poids relatif	Indice de consommation au 28 ^{ème} jour
Chevreaux nourris par les chèvres traitées							
Mâles	Moyenne	2,64	6,10	24,08	3,46	165,80	6,98
	Ecart-type	2,31	0,43	3,76	0,26	22,40	0,98
Femelles	Moyenne	1,99	4,11	17,81	2,12	132,00	8,56

	Ecart-type	0,25	0,88	4,72	0,65	25,70	1,22
Mâles et femelles	Moyenne	2,70	4,96	20,50	2,69	146,50	7,89
	Ecart-type	0,43	1,24	5,27	0,85	29,20	1,36
		Chevreaux nourris par les mères témoins					
Mâles	Moyenne	2,25	5,02	14,74	2,77	156,90	5,54
	Ecart-type	0,19	0,89	2,91	0,90	55,70	0,95
Femelles	Moyenne	1,93	3,70	13,79	1,76	115,90	8,51
	Ecart-type	0,20	0,68	2,16	0,52	23,30	2,97
Mâles et femelles	Moyenne	2,06	4,23	14,17	2,17	132,30	7,32
	Ecart-type	0,25	1,00	2,43	0,84	43,00	2,76

Les performances pondérales (poids vif au 28^{ème} jour et gain de poids) sont plus élevées chez les jeunes nourris par les mères traitées comparativement à ceux allaités par les chèvres témoins. Chez les chevrettes, les différences sont importantes et significatives ($P < 0,05$), de l'ordre de 1,30 kg et 30% en termes de poids vif et gain de poids. La même tendance est observée chez les mâles, même si les moyennes ne sont qu'à la limite de la signification statistique. En conséquence, les indices de conversion alimentaire sont comparables entre les deux groupes (7,89 contre 7,32).

Les résultats du tableau 5 révèlent aussi que la vitesse de croissance de la naissance au 28^{ème} jour est comprise entre 51 et 135 g avec une moyenne de 97 ± 31 g. Elle varie avec le sexe (123,8 chez les mâles et 76,17 g chez les femelles). Elle varie en outre avec le mode de naissance (17 g de plus chez les chevreaux nés seuls). Etant donné leur faible capacité de croissance, les chevrettes (8,53) ont un indice de consommation élevé comparativement aux mâles (6,26). Le poids moyen à la naissance est de 2,15 kg avec des valeurs extrêmes de 1,5 et 3,13 kg. Cette moyenne est obtenue en considérant les deux groupes confondus. Le poids à la naissance varie légèrement avec le mode de naissance et le sexe. Les mâles pèsent 489 g de plus que les femelles à la naissance. Les chevreaux nés d'une portée gémellaire pèsent 317 g de moins que les simples. L'écart de poids à la naissance entre mâles et femelles est assez grand. L'analyse statistique montre qu'il y a une différence hautement significative ($P < 0,01$).

DISCUSSION

4.1. Production laitière et évolution pondérale des chèvres.

Par rapport à la production moyenne des témoins (690 g de lait par jour) et celle des traitées (920 g), la solution galactogène préparée par macération accroît la production laitière de 33,3 %. Eu égard au mode de

naissance, la solution galactogène a un effet très marqué sur les mères ayant des portées simples (56 % et 51 % respectivement à la deuxième et à la quatrième semaine). Ceci indiquerait que la mère des jumeaux ayant déjà produit assez de lait pour ses deux jeunes ne saurait augmenter sa production laitière au delà d'un certain seuil susceptible d'être supporté par sa citerne quels que soient le procédé et l'efficacité de la solution galactogène.

D'après les études menées par SIVIHOLYA (2000), la chèvre locale produit 630 g de lait par jour. Cette valeur est comparable à celle obtenue dans notre étude dans des conditions expérimentales différentes et les deux expérimentations confirment donc les faibles aptitudes laitières de la chèvre locale du Nord-Kivu. Du point de vue des performances individuelles, la chèvre de MAVONDO présente une variabilité modérée (451 à 918 g) par rapport à la chèvre du Burundi (167 à 881 g). Néanmoins, cette variabilité est assez importante et montre qu'une sélection massale rationnelle peut permettre d'améliorer la production laitière jusqu'à une production journalière d'environ 1 litre de lait sans une quelconque stimulation galactogène. En effet, même si elle n'est pas comparable aux races laitières européennes (3,5 à 5 litres de lait par jour), la capacité laitière de la chèvre du Nord-Kivu dépasse largement celle des certaines races africaines comme la chèvre burundaise qui ne produit qu'environ 440 g de lait par jour (SYLVIE, 1990 ; MBAYAHAGA et al, 1994). Néanmoins, la chèvre de Mavondo produit journallement plus que les autres races tropicales et subtropicales non laitières telles que les races rwandaises (340 g à 810 g) et la chèvre criollo au Venezuela (200 à 600 g). Par contre, elle est autant productive que la chèvre naine de l'Afrique de l'ouest qui produit journallement 700 g de lait (DEVENDRA et BURNS, 1983).

4.2. Performances pondérales des chevreaux.

Grâce à l'augmentation de la production laitière, la solution galactogène améliore les performances de croissance des jeunes, notamment chez les chevrettes, éléments prépondérants pour la constitution d'un troupeau d'élite pour la sélection massale. Cette amélioration plus significative chez les chevrettes est aussi liée à leur faible vitesse de croissance comparativement aux chevreaux mâles. Etant donné le gain de poids plus important chez les chevreaux nourris par les mères traitées, on peut supposer que le supplément de lait produit grâce au traitement garde plus ou moins la même concentration en nutriments. Cette hypothèse peut être appuyée par le fait que les valeurs des pertes de poids sont comparables, 1,3 contre 1,13 kg respectivement chez les mères traitées et témoins. Ceci indiquerait que la solution galactogène n'améliore pas la production laitière en puisant sur les réserves corporelles mais plutôt en stimulant les mécanismes agissant sur la mobilisation de ces dernières.

Comparativement aux valeurs de l'utilisation alimentaire obtenues au cours de cette étude à Mavondo, l'indice de consommation est plus élevé à la ferme de Kalambi (10,91, Siviholya, 2000). En effet, les jeunes assimileraient moins efficacement les aliments à cause de la recrudescence des verminoses fréquentes dans cette ferme. L'indice de consommation est plus élevé chez les chevrettes (8,06) que chez les chevreaux (5,50) et moins chez les doubles (6,55) que chez les simples (7,60) ; Ceci montre comme dans la plupart des cas, chez les mammifères que les mâles assimilent mieux le lait que les femelles à cause des différences métaboliques. Pour des chevreaux nourris par des mères non traitées à la solution galactogène, l'écart de poids entre mâles et femelles est assez grand. Cet écart serait attribuable à la combinaison de l'influence du sexe et du mode de naissance sur le poids à la naissance car en effet, presque tous chevreaux mâles étaient issus d'une naissance simple. D'où l'écart considérable par rapport à certains travaux de la littérature comme pour les chevreaux de la chèvre burundaise (écart de 300 g, MBAYAHAGA et al. 1994).

Quant à la différence relative au mode de naissance, les deux valeurs ne présentent pas un écart significatif (300 et 317 g). L'indice de consommation moyen de la naissance au 35^{ème} jour est de $7,04 \pm 2,25$. Comparativement aux observations de MBAYAHAGA et al (1994) et de SIVIHOLYA (2000), l'indice de consommation de la chèvre de Mavondo est voisin de la moyenne des deux extrêmes (5,9 et 10,91).

Le poids des mères chute autour de la quatrième semaine de lactation pour les témoins et de la troisième pour les traitées avant de commencer à croître doucement. Cette reprise rapide de l'accroissement pondéral pourrait favoriser une rentrée en cycle plus précoce en partant de l'hypothèse qu'une chèvre ne peut revenir en oestrus qu'après avoir atteint ou dépassé son poids initial au moment de la parturition (MBAYAHAGA et al, 1996).

Conclusions

Les résultats de la présente étude permettent de montrer que la production laitière de la chèvre locale du Nord-Kivu est faible, de l'ordre de 690 g par jour. Elle peut être améliorée par la pharmacopée traditionnelle à moindre coût et atteindre un surplus de 230 g par jour, soit une amélioration de 33% dans le cas de l'utilisation d'une solution à base des plantes communément utilisées par les « tradipraticiens » Yira. Cette amélioration de la production laitière est moins importante chez les mères suitées par des jumeaux mais peut atteindre des valeurs de 50% chez les chèvres allaitant des chevreaux nés simples.

Notre étude montre aussi que la solution galactogène, en augmentant la production laitière n'occasionne pas d'épuisement des réserves corporelles

car elle n'entraîne pas de diminution de poids chez la mère. De plus, le supplément de lait produit serait de bonne qualité nutritionnelle car il permet une amélioration des performances de croissance des jeunes. Toutefois, une étude approfondie de la qualité biochimique du lait s'avère nécessaire et fait partie de nos préoccupations pour les recherches en cours.

Remerciements :

Notamment le propriétaire et les techniciens de la ferme de Mavondo, etc.

Références Bibliographiques

1. CLEMENT .J-M .1981 ? Larousse Agricole, paris,1208 pages.
2. MBAYAHAGA,J.,MANDIKI,SNM ,
BISTER,J.L ;PAQUAY ,R,1998"Body weight oestrus and ovarian in local Burundian ewes and goat after parturition in the dry season" in animal reproduction science,Elsevier, Amsterdam,pp 289-300.
3. MBAYAHAGA,J.,MANDIKI,SNM ,
BISTER,J.L ;PAQUAY ,R;BAGIRIMANA L?,
BRANCAERT?,1994"Production et composition du lait de la chevre locale burundaise et croissance s des jeunes au pis", in *Revue d'élevage et médecine vétérinaire en pays tropicaux*, n°47,pp 405-410.
4. MBAYAHAGA,J.,MANDIKI,SNM BAUDOUX ,C,
BISTER,J.L, BRANCAERT, PAQUAY ,R.,1996 » Parametre de reproduction et de production des petits ruminants locaux au burundi », In Bulletin d'information sur les ressources génétiques animles,n°20,pp55-69.
5. QUITTET ? La chevre, Guide de l'éleveur,La maison rustique, Paris,1980,288p.
6. SIVHOLYA ?m ;? Etude de la productivité laitiere et de la croissance juvénile des caprins et des ovins au Nord-Kivu, faculté des sciences agronomiques, Université Catholique du Graben,Butembo,2000.

**ASSOCIATION TETRACYCLINE –ACETURATE DE
DIMINAZENE – HUILE VEGETALE POUR LE TRAITEMENT
D’UNE INFECTION MIXTE DUE A THEILERIA PARVA ET
ANAPLASME MARGINALE CHEZ LES BOVINS ELEVES A BENI-
LUBERO, RDC.**

Par

KATAMULIKO Tsongo (*) et Kamate MULUMEMUVI (**)

Résumé.

L'étude porte sur les traitements effectués sur 89 bovins dont 72 de race Brune Suisse et 17 bovins de phénotype Friesland entre 18 et 34 mois d'âge. Le traitement a consisté à une association de tétracycline – aceturate de Diminazène huile végétale sur des animaux infectés de Theileria parva et Anaplasma marginale. Les résultats obtenus démontrent que l'association est recommandée dans la mesure qu'elle soit pratiquée dès l'apparition de l'adénite satellite.

Mots clés : *Infektion mixte, Theileria parva, Anaplasma marginale, Bovin, Tetracycline Aceturate de Diminazène, Huile végétale.*

Title.

Tetracycles, diminazen aceturate and vegetable oil association for the treatment of a mixed infection owing to East Coast fever and Anaplasmosis tested on cows in the area of Lubero-Beni un DR Congo.

Summary

The study deals with the treatment of 89 oxen (cows) in which 72 of Brun Suiss and 17 according to the crossing-over from the males Friesland and local females.

The age varied 18 to 34 months. The treatment was tetracycles, diminazen aceturate and vegetable oil association administrated to the animals mixed infected owing with East coast fever ans anaplasmosis tested. The results prove that the association is recommended in case it was practised just after the apparition of the adenite.

* Faculté de Médecine Vétérinaire ; UCG, Butembo

** Faculté des Sciences Economiques, UCG, Butembo.

Key words : mixed infection, Theileria parva, Anaplasma marginale, cows, tetracycline Aceturate of diminazen, vegetable oil.

I. INTRODUCTION

La Théïloriose et l'Anaplasmosose sont des maladies du bétail constituant des obstacles au développement de l'élevage bovin au Nord-Est du Congo-Belge (Lobback, L.).

La Théïloriose bovine ou « East Coast Fever » est provoquée par l'inoculation d'un protozoaire Théïleria parva par les tiques du genre Rhipicephalus. Elle se caractérise par une adénite généralisée, l'hyperthermie et le larmolement.

Les Théïlorioses à Théïleria parva sont des maladies infectieuses virulentes très graves sous leur forme aiguë. Sur des animaux de race traditionnelle, si la morbidité n'est que de 15 à 25 % et la mortalité de 5 à 10 %, il n'en est pas de même pour les races améliorés et/ou les animaux non prémunis qui accusent généralement une morbidité de 30 à 90 % et une mortalité pouvant atteindre la presque totalité des malades (Troncy, P.M., et Itard, J. et Morel, P.C., 1981).

L'Anaplasmosose bovine est due à l'Anaplasma marginale, une rickettsie transmise ordinairement par des tiques infectées mais aussi par des diptères piqueurs. Elle se traduit cliniquement par une anémie aiguë ou lente et une sévère constipation.

Les Anaplasmososes sont des maladies subaiguës ou chroniques à évolution lente dont le pronostic est toujours grave lors des primo-infections. Les pertes économiques sont considérables et l'issue est le plus souvent fatale en l'absence de tout traitement.

Chez les veaux nés des vaches prémunis, la maladie est bénigne. Dans les zones endémiques, les rechutes par surinfection sont toujours possibles du fait des facilités de transmission des anaplasmes et des possibilités d'inoculations massives à certaines saisons quand il y a prolifération des diptères piqueurs. De même, les risques d'infection sont grands lors d'injections médicamenteuses de masse de série (idem).

La prévalence pour ces deux maladies est élevée, vu les grands risques d'infection dans les deux territoires. Tenant compte des mortalités et des pertes économiques occasionnées par elles, nous avons essayé une méthode de traitement associant tétracyclines + huile végétale qui, lorsqu'appliquée tôt nous paraît efficace.

MATERIEL ET METHODES.

1. Description des zones d'étude.

Les territoires de Beni et Lubero se trouvent dans la région du Nord-Kivu en République Démocratique du Congo (RDC) en Afrique Centrale.

Deux secteurs d'élevage se trouvant dans ces territoires ont servi de cadre pour notre étude :

Le secteur Kambaila, situé à 0°8 de latitude Nord et de 29°25 longitude Est. L'altitude est de 1800 mètres (flanc Ouest exposé aux vents humides venant de la cuvette centrale). Les précipitation orographiques ont une hauteur moyenne annuelle de 1400 mm et la température moyenne est de 16,5 °C.

Le secteur Maboya situé à 0°15' latitude Nord et 29°30 longitude Est. L'altitude varie entre 100 et 1200 mètres, la température moyenne est de 21° et la hauteur des précipitations est de plus ou moins 1600 mm/an.

2. Animaux.

L'étude a porté sur 89 bovins dont 72 de race Brune de Suisse et 17 bovins issus du croisement au hasard entre Friesland et la race locale Ankole. L'âge de ces bovins variait entre 18 et 34 mois. Pendant trois ans, les animaux ont été enregistrés au fur et à mesure qu'il y avait des malades.

D'une façon générale, le bétail de ces deux secteurs bénéficient des soins hebdomadaires en acaricides et des vermifugeages trimestriels.

3. Diagnostic parasitologique.

Les parasites ont été dénoyés au microscope optique (Leitz ; oculaire 10 x et à l'objectif à immersion 100 x) sur frottis de sang prélevé à l'extrémité de l'oreille et coloré par les solutions de May – Griiawald et de Giemsa.

4. Traitement.

Les produits.

Tétracycline : L'oxytétracycline (lot n° 5031) 20 % à raison de 0,5 à 1 l pour 20 kg de pois vif.

Aceturate de diminazène : (lot n° 200611).

En solution à 7 % injectable en sous-cutanée ou intramusculaire profonde à la dose de 10 mg par kg pour l'E.C.F.

Huilé végétale : l'huile de ricin a été utilisée en raison de 200 ml répartis en deux prises (matin et soir) pendant au moins trois jours suivant la gravité de la constipation.

Un traitement de 7 jours a été distribuée comme suit :

Traitement A : tétracycline + Diminazen ;

Traitement B : tétracyclines + Diminazen + Huile végétale.

5. Analyse statistique des données.

Les résultats ont été analysés selon le test d'homogénéité (voir test du Khi-deux).(Schwarz, D., 1969)

Résultats.

Les résultats obtenus à partir de la collecte des données sont regroupés dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Données synthétiques observées.

	Décès après le j ième jour de traitement (j - 1, ..., 7)				Survivants après la durée de traitement	Total
	1	2	3	5		
Traitement A	12	18	8	0	6	44
Traitement B	2	0	4	17	22	45
Total	14	18	12	17	28	89

Source : Nos observations sur terrain dans les deux secteurs d'étude.

Nous voulons savoir si les deux distributions de décès durant la période de traitement ainsi que les survivants après la période de traitement obtenus à partir de deux groupes de bovins ayant respectivement subis le traitement A et le traitement B sont homogènes ou non.

Application du test d'homogénéité sur les données observées regroupées dans le tableau 1. (Schwarz, D., 1969).

Hypothèse nulle : les deux distributions sont homogènes.

Hypothèse alternative : les deux distributions ne sont pas homogènes.

Test statistique : Calcul de χ^2

Tableau 2 : Effectifs théoriques.

	Décès après le j ième jour de traitement (j - 1, ..., 7)				Survivants après la durée de traitement	Total
	1	2..	3	5		
Traitement A	6.92	8.90	5.93	8.41	13.84	44
Traitement B	7.08	9.10	6.07	8.59	14.16	45

Source : Nos calculs des effectifs théoriques sur base des effectifs observés.

$$\chi^2 = \frac{(12-6.92)^2}{6.92} + \frac{(2-7.08)^2}{7.08} + \dots + \frac{(6-13.84)^2}{13.84} + \frac{(22-14.16)^2}{14.16}$$

$$\chi^2 = 52.63$$

Règle de décision : Rejeter l'hypothèse nulle si $\chi^2 > \chi_{th, \sigma, \alpha}^2$, lu dans les tables statistiques de la loi de χ^2

Etant donné que le nombre d'échantillons est égal à 2 et le nombre de classes égale à 5, alors le nombre de degré de liberté = 4. En prenant un seuil de signification $\alpha = 5\%$ alors, $\chi_{th, 0,045}^2 = 9.49$.

Décision : Comme $\chi^2 = 52.63 > \chi_{th, 0,045}^2 = 9.49$, nous rejetons l'hypothèse nulle, c'est-à-dire les deux distributions ne sont pas homogènes.

Nous pouvons encore écrire ($\chi^2 = 52.63, p$ inférieur à 0,001, ddl=4). (Wonnacott, T.H. et Wonnacott, R.J., 1984)

Discussion

Les deux traitements ne sont pas homogènes, ils sont significativement différents. Au vu des résultats des échantillons analysés, le traitement B

(Tétracycline + Diminazen + Huile végétale) paraît plus efficace que le traitement A. Il convient de vulgariser le traitement B dans les deux territoires zones en attendant un nouveau traitement plus approprié car celui-ci ne l'est pas encore.

En effet, en analysant la distribution concernant le traitement B, bien qu'il soit efficace que le traitement A, nous constatons que la moitié des bovins traitée par B a péri durant la durée de traitement soit 23 sur 45, ce qui fait 51 % et 22/45 ont survécu au-delà de la période de traitement par B soit 49 %. Bien sûr, ces résultats avec le traitement B sont encourageants plus que les résultats avec le traitement A (Tétracyclines + Diminazen) où 38 sur 44 soit 86 % ont péri durant les jours de traitement et 6 sur 44 ont survécu au-delà de la durée de traitement par A soit 14 %.

Notons que la race joue un rôle important dans la réussite de traitement. En effet, parmi les 6 survivants avant suivi le traitement A, 5 sont de race Ankole alors qu'il y avait 8 de cette race dans le groupe. Des 22 survivants du traitement B, 6 sont de race Ankole alors qu'il y avait 9 de cette dans le groupe. Nous remarquons que les bovins de race Ankole rustique plus que les sélectionnés.

N'eût-été les pertes occasionnées par ces maladies de bovins (Théileriose, Anaplasmose, ...) et le coût élevé de la lutte contre leurs vecteurs, ce secteur d'élevage serait lucratif et contribuerait largement à améliorer la santé des populations.

Enfin, notons que le traitement B (Tétracyclines + Diminazen + Huile végétale) doit être appliqué dès l'apparition des adénites et l'hyperthermie en respectant les indications suivantes :

Premier jour : Tétracycline + Diminazen

Du deuxième au septième jour : Tétracycline + Huile végétale diluée dans l'eau.

Conclusion.

Notre étude a consisté à comparer l'évolution de traitement de deux groupes des bovins atteints d'une infection mixte due à *theileria parva* et *anaplasma marginale*. Le premier groupe a été traité par le traitement A : tétracyclines + diminazen. Le deuxième groupe a été traité par le traitement B : tétracyclines + diminazen + huile végétale.

Au vu des résultats de cette étude, le traitement B (Association tétracycline + diminazen + huile végétale) paraît plus efficace que le traitement A. Néanmoins pour plus d'efficacité, le traitement B doit être appliqué dès l'apparition des adénites et l'hyperthermie en respectant les indications de traitement ou d'administration des soins. Ce traitement B peut être vulgarisé ou amélioré en obtenant un nouveau traitement meilleur pour rendre l'élevage des bovins lucratif et contribuer à l'alimentation et à la santé des populations.

BIBLIOGRAPHIE

- 1) Amzallag, E., et Picciolin, *Introduction à la statistique*, avec la collaboration de François Bry, éd. Herman, paris, 1978.
- 2) Fontaine, M., *Vade-mecum du vétérinaire*, Xvème édition, Vigot, 1987.
- 3) Lobback, L., *Les maladies du bétail du Congo-Belge*,
- 4) Schwarz, D., *Méthodes statistiques à l'usage des médecins et des biologistes*, 3^{ème} édition, Paris, 1969.
- 5) Tibaryenc, R., *Cours de parasitologie vétérinaire*, 2^{ème} Partie, Protozoologie, E.C.E ; Février 1987.
- 6) Troncy, P.M., et Itard, J? et Morel, P.C., *Précis de Parasitologie vétérinaire tropicale*, Ministère de la Coopération et du Développement, IENV, 1981,
- 7) Wonnacott, T et Wonnacott, R.J., *Statistique. Economie, gestion, Sciences, médecine*, 3^{ème} édition, Economica, Paris, 1984.
- 8) XXX, *Mémento de l'agronome*, Ministère de la Coopération, Paris 1974



ESSAI THÉRAPEUTIQUE PAR LA CAPUCINE (*TROPAEOLUM MAJUS*) CONTRE LA COCCIDIOSE INTESTINALE DE LAPIN. CAS DE LA CITÉ DE BUTEMBO/NORD-KIVU/R.D.C

Kalume, K.; Makumyaviri, M. et Kyavu, N¹.

Résumé

Au cours de l'essai thérapeutique (du 16/08 au 19/12/1998), le degré d'infestation de la coccidiose intestinale des lapereaux nourris par la Capucine (*Tropaeolum majus*) et de ceux traités par l'Amprolium 20% est passé d'une infestation très massive (OPG > 100 000) à une infestation moyenne (5 000 < OPG < 10 000). Les deux traitements ont présenté un effet coccidiostatique comparable, alors que chez les témoins, l'infestation est restée massive à très massive. Cependant, Amprolium 20% s'est avéré plus constant, étant donné que son écart type (SD=3) est inférieur à celui de la Capucine (SD=5). Vu son accessibilité comme fourrage, la capucine offre une méthode alternative pour notre situation économique dans le contrôle de la coccidiose intestinale des lapins.

Abstract

From August 16th to December 19th 1998, we tested a regime with capucine plant (*Tropaeolum majus*), cheapest way of combating the coccidiosis disease in rabbit breeding. It was compared to treatment with Amprolium 20%. The level of infestation degree falls from severe (OPG > 100 000) to slight (5 000 < OPG < 10 000). Both treatments showed equal coccidiostatic efficacy. The infestation remained severe in the control group. However, Amprolium 20% treatment displays a standard deviation which is lower (S.D.=3) than the capucine's group (S.D.=5). Capucine treatment seems to offer an alternative method well suited to our economic situation, because it is readily available.

Introduction

La principale raison qui a motivé le choix de ce sujet, est la recherche des moyens efficaces et économiquement abordables dans la lutte contre la coccidiose intestinale des lapins. L'utilisation des plantes médicinales s'impose à ce fait parce que d'une part, les médicaments modernes ont un coût élevé, et quelques fois ils ne sont pas disponibles (2); d'autre part, certains médicaments modernes sont relativement inefficaces contre certains

¹ Université Catholique du Graben (U.C.G./Butembo, République démocratique du Congo)

troubles, telle l'hématurie. C'est pourquoi, en médecine vétérinaire, l'utilisation d'un calendrier prophylactique pour certaines régions tropicale est impossible ; le contrôle des maladies est devenu difficile de telle sorte que l'exploitation peut être considérée comme une charge plutôt qu'une ressource (6). Le contrôle des maladies étant le moyen efficace pour améliorer toute production zootechnique (3) ; il est intéressant que nous nous penchions sur la lutte contre la coccidiose, la plus meurtrière des affections chez le lapin (4). Ainsi dans la cité de Butembo, nous avons effectué un essai thérapeutique contre cette parasitose par la capucine. Notre but est de déterminer l'efficacité de la capucine contre la coccidiose intestinale du lapin, comparativement à celle de l'Amprolium 20%.

Matériel et méthodes

90 lapereaux de 1 à 3 mois, d'âge et de sexe confondus, ont été soumis aux mêmes conditions d'hygiène (désinfection des cages grillagées, balayage régulier du clapier) et d'alimentation (Distribution du concentré et du fourrage), du 16/ 08 au 19/ 12/ 1998. Le prélèvement au hasard dans le clapier de l'I.T.A.V a donné 3 lots de 30 lapereaux, à savoir : le lot des lapereaux traités par l'Amprolium 20% (LA), celui des lapereaux nourris « *ad libitum* » par la capucine (LC) et le lot des lapereaux non traités ou lot témoin (LT). La détermination de l'O.P.G (nombre d'Oocyste /g de fèces) se fait par coproscopie pendant 7 jours, selon la technique de flottaison de WILLIS. La relation entre LA et LC est donnée par le test statistique B de BARTLETT.

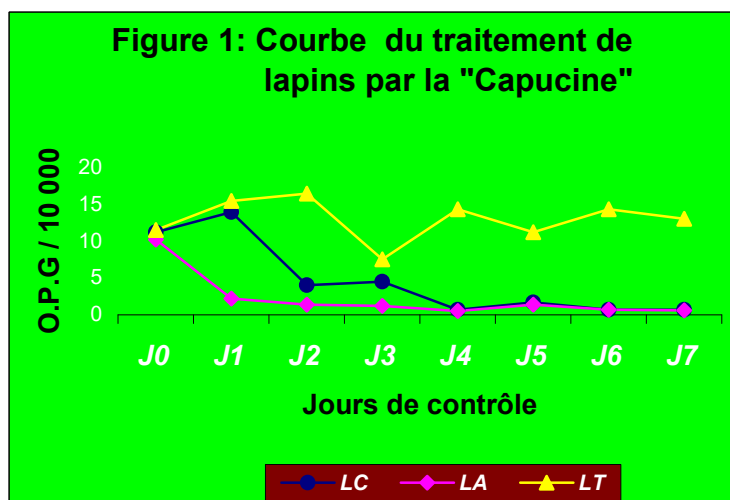
Résultats

Les résultats de la coproscopie obtenus au cours de l'essai thérapeutique sont présentés dans le tableau I. Les trois lots présentent une infestation massive au jour 0. Le lot LA voit l'infestation tomber de manière abrupte au jour 1, puis reste minimale pendant 7 jours de traitement. Le LC décroît fortement à partir du jour 2 pour rejoindre les valeurs très basses caractéristiques de l'Amprolium 20%. Les infestations restent massives mais en dents de scie chez les témoins, légèrement plus importantes aux jours 6 et 7 (Fig 1). Dans les lots LC et LA, la chute de l'O.P.G va de pair avec une amélioration des symptômes (diarrhée, inappétence, état général). Cependant il faut signaler que les lapins du lot LC ont montré une réaction cutanée par

des poils hérissés et l'apparition de pustules. Les tests de FISHER et de BARTLETT prouvent que la différence n'est pas significative entre les traitements par la capucine et par l'Amprolium 20% qui ont présenté les moyennes ($M^c_1=5$ et $M^A_2=2$) et les variances ($S^c_1=26$ et $S^A_2=10$) avec les écarts-types respectivement de 5 et 3.

Lots	J0	J1	J2	J3	J4	J5	J6	J7	Observations
LC	11,2	13,9	4	4,5	0,7	1,7	0,7	0,7	- Diminution de l'OPG et amélioration des symptômes ; - Poils hérissés.
LA	10,2	2,2	1,4	1,2	0,5	1,4	0,7	0,6	Diminution de l'OPG et amélioration des symptômes Pas de réaction secondaire.
LT	11,5	15,4	16,4	7,5	14,3	11,2	14,3	13	- Augmentation de l'OPG exacerbation des signes cliniques.

Tableau I : Résultats de l'essai thérapeutique (O.P.G/ 10 000)



LC = lot Capucine, LA= lot Amprolium 20%, LT= lot témoin

Discussion et conclusion

La capucine est une plante ornementale de la famille des *Tropaeolaceae*, genre *Tropaeolum*, espèce *Tropaeolum majus*. Elle contient un hétéroside sulfuré et agit comme tonique, antiscorbutique, expectorante, emménagogue et vésicante (1). Mêlée aux salades, elle stimule l'appétit, facilite la digestion et au repas du soir, le sommeil. Par son effet désinfectant, elle est employée lors d'infections aiguës des voies urinaires et pulmonaires (5). L'évolution en dents de scie dans le lot témoin (LT) relève exactement de

l'évolution normale de la coccidiose intestinale des lapins : type rémittent (7). La descente plus ou moins régulière des OPG suite au traitement par la Capucine et l'Amprolium 20% montre que ces deux produits ont un effet sur la coccidiose intestinale. Leur évolution, presque parallèle à l'axe des abscisses, suggère, pour la capucine, un effet coccidiostatique (figure 1). Ceci est confirmé par les tests statistiques où leurs moyennes et variances sont 2 à 2 comparables. Cependant, le produit le plus constant, toutes choses restant égales, est celui qui présente l'écart type le moins important (Amprolium 20%). Compte tenu de la mauvaise conjoncture économique observée dans notre milieu rural, la tendance actuelle des techniciens (ou chercheurs) est de mettre à la portée des éleveurs paysans les produits naturels non périssables, pour améliorer leur production zootechnique.

Ainsi, vu son accessibilité comme fourrage, la capucine offre une méthode alternative pour notre situation économique dans la prévention de la coccidiose intestinale des lapins. Son mode d'action sur les coccidies, sa transformation en un produit pharmaceutique ainsi que la détermination de la dose à administrer serviront de sujet des travaux ultérieurs.

Références bibliographiques.

1. ANONYME : *Secrets et vertus des plantes médicinales*, sélection du Reader's Digest, Paris Bruxelles, Montréal, Zurich, 2^e éd., 1977, 463 pages.
2. BIPI ; KASONGO, L. : *Les possibilités de la valorisation de la médecine traditionnelle par les méthodes de dosage radio-immunologiques (RIA)*, Revue Zaïre, sciences nucléaires, 1985, **6**, 146-156.
3. BINET, L. : *Les défenses de l'organisme*, Presses universitaires de France, Paris, 1961, **7**, 74 -87.
4. CUCKLER, A.C : *La lutte permanente contre les coccidioses*, Faim mondiale des protéines, Merck Institute for Therapeutic Research, USA, 1967, **2**, 71-77.
5. VOLACK, J. ; STODOLA, J. : *Plantes médicinales*, illustrations de Frantisek Severa, Grüd, Paris, Fév. 1983, 319 pages.
6. KESTEVEN, K.U.L. : *Les animaux au service de l'homme*, Faim mondiale des protéines, Merck Institute for therapeutique Research, USA, 1967, **2**, 11-14.
7. SAURET, J. : *le lapin domestique (Oryctolagus cuniculus)*, animal de laboratoire : *Biologie, Techniques expérimentales*, E.N.V.A, Thèse de doctorat, Faculté de Méd. Vét. 1986, 207 pages.